



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 20 DÉCEMBRE 2023
GEMEENTERAAD VAN 20 DECEMBER 2023

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Amet Gjanaj, *Président du Conseil/Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Saliha Raiss, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Hassan Ouassari, Hicham Chakir, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Khalil Boufraquech, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Khadija Zamouri, Théophile Emile Talemans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Patrick Bacart, Marc Demeyer, Abdelkarim Haouari, Maarten Bijnsens, Mohammed Kalandar, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Nathalie Vandeput, *Secrétaire f.f./Wvd. Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Catherine Moureaux, *Bourgmestre /Burgemeester* ;
Jamal Ikazban, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hind Addi, Mohamed Daif, Mohammed EL BOUZIDI, Mohamed Amine Akrouh, Pascal Paul Duquesne, Emre Sumlu, Fatima Zahmidi, Pascale Barret, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 19:00
Opening van de zitting om 19:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

20.12.2023/A/0001

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la transparence sur les frais et avantages accordés aux élus communaux depuis 2018.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne, dont le texte suit :

Madame/Monsieur;Nous, citoyens de Molenbeek, souhaitons exprimer notre intérêt pour la transparence et la responsabilité en matière de dépenses publiques, en particulier en ce qui concerne les frais remboursés et les avantages en nature accordés aux élus communaux. Notre demande est la suivante :1. Présentation détaillée des frais remboursés : Nous demandons une présentation exhaustive de tous les frais remboursés aux élus communaux depuis l'année 2018. Cela devrait inclure tous les types de frais, tels que les frais de déplacement, les frais de représentation, les frais de restauration, etc.2. Matériel téléphonique et informatique depuis 2018 : Nous souhaitons obtenir un détail complet sur le matériel téléphonique et informatique fourni aux élus communaux depuis l'année 2018, y compris les modèles spécifiques, les coûts associés, et les motifs de ces fournitures.3. Avantages en nature et abonnements divers : Nous demandons une transparence totale sur les avantages en nature accordés aux élus, tels que l'utilisation de véhicules de fonction, de cartes de crédit professionnelles, ainsi que tout abonnement ou avantage additionnel, qu'il soit lié à des déplacements, à des services ou à des événements.4. Travail rémunéré en dehors des fonctions d'élu : Nous voulons être informés si un élu a un emploi

rémunéré en dehors de ses fonctions au sein de la commune. Dans l'affirmative, nous demandons une répartition détaillée de l'emploi du temps entre les différentes fonctions occupées et la nature des emplois rémunérés. Nous croyons qu'en cette période de crise économique et dans un contexte où les citoyens font face à des charges financières importantes, il est crucial d'assurer une gestion transparente et responsable des ressources publiques. Nous attendons une réponse complète et détaillée à ces demandes dans les plus brefs délais. La transparence est essentielle pour maintenir la confiance des citoyens envers leurs représentants élus. Nous restons à votre disposition pour toute discussion ou clarification supplémentaire sur cette question. Cordialement,

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de transparantie over de kosten en baten die sinds 2018 aan gemeentebestuurders worden toegekend.**

De Raad neemt kennis.

20.12.2023/A/0002 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à la gestion du personnel communal.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne, dont le texte suit :

Mesdames et messieurs, nous vous interpellons aujourd'hui car nous sommes très inquiets quant à la gestion du personnel communal, le service à la population est chaotique depuis un long moment. Nous constatons un manque de personnel, et ceux présents semblent au bout du rouleau... Nous apprenons que l'administration communale ne remplace plus les départs à la retraite, et nous constatons que les congés maladies de longue durée sont de plus en plus fréquents... Lors du début de cette législature, la bourgmestre paraissait dans la presse en informant que sa « volonté est non seulement d'améliorer la qualité du service public mais aussi de permettre à tous les agents, tant employés qu'ouvriers, de pouvoir progresser dans leur carrière. Cela passe donc par un train de mesures concrètes pour améliorer le statut et les conditions de travail de nos agents communaux » Nous sommes à la fin de celle-ci et c'est pire que ce que c'était... Nous avons eu droit à un service des étrangers complètement à l'arrêt suite à une grève durant plusieurs jours. Le personnel dénonçait un jeu politique "malsain", a-t-on pu lire dans la presse... Et parlent d'ambiance générale compliquée et très tendue. Une secrétaire communale faisant fonction qui dénonce une administration communale ingérable, que des décisions sont prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins sans tenir compte des dispositions légales. Les plus hauts fonctionnaires de la commune qui se sont plaint du mauvais climat régnant entre le pouvoir politique et l'administration. Une longue liste de dysfonctionnements et de griefs. Parmi lesquels ils pointent :- L'absence de directeurs à de nombreux postes- Les annulations intempestives non motivées ou la non-organisation de procédures de promotion/recrutement pour

certaines postes- L'absence de réponses aux interpellations des travailleurs- L'ambiance de travail toxique transmise en cascade dans tous les niveaux de l'administration- L'impact des règlements de comptes politiques sur les travailleurs- L'utilisation des travailleurs de l'administration à des fins privées sans l'accord des représentants des travailleurs- Une tendance à exercer des pressions et à déstabiliser les garants du statut administratif et ne plus faire confiance sur les procédures à respecter dans le cadre de procédures disciplinaires, de licenciement, recrutement, promotion...- Un service juridique orchestré par certains mandataires de la majorité, ne respectant plus aucune règle en matière de procédures et semblant plus travailler pour les élus que pour la commune- L'ingérence répétée de certains échevins dans la gestion et l'organisation des services communaux.-Notre question est que se passe-t-il à Molenbeek ? Pourquoi autant de problèmes dans la gestion du personnel ? Comment envisagez-vous de redresser la commune ? Molenbeek est clairement en naufrage que faites-vous pour améliorer la situation ?

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie betreffende het beheer van de Gemeentepersoneel.**

De Raad neemt kennis.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.

Yassine Akki quitte la séance / verlaat de zitting.

Khadija Zamouri quitte la séance / verlaat de zitting.

20.12.2023/A/0003 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Citydev.Brussels - Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale - Désignation d'un candidat administrateur de la commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein du Conseil d'Administration - Législature 2018-2024 - Amet Gjanaj.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'article 6 des statuts de la SDRB Citydev .Brussels prévoit que l'Assemblée Générale est composée de 96 membres dont 26 membres désignés par la Conférence des Bourgmestres, à raison d'un membre au moins par commune;

Considérant que l'article 8 des mêmes statuts prévoit que le Conseil d'Administration est composé de 24 membres dont 6 membres sont désignés par le groupe représentant la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale à l'Assemblée Générale;

Vu la délibération du Conseil communal du 19/06/2019 proposant à la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale la candidature d'administrateur de Monsieur Jef VAN DAMME, Echevin des Travaux Publics et Propriétés Communales, du rôle linguistique néerlandophone, de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, au sein du Conseil d'Administration de Citydev.Brussels ;

Vu la démission de Monsieur Jef VAN DAMME en date du 30/08/2023 en tant qu'Echevin et Conseiller communal ;

DECIDE :

Article unique :

De proposer à la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale la candidature d'administrateur de Monsieur Amet GJANAJ, Echevin, du rôle linguistique francophone, de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, au sein du Conseil d'Administration de Citydev.Brussels - S.D.R.B, rue Gabrielle Petit 6 à 1080 Bruxelles.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 19 votes positifs, 7 votes négatifs, 2 abstentions.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk Secretariaat - Citydev.Brussels - De gewestelijke
Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest -
Aanstelling van een kandidaat Bestuurder van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek
voor de Raad van Beheer - Legislatuur 2018-2024 - Amet Gjanaj.**

DE RAAD,

Overwegende dat het artikel 6 van de statuten van de GOMB Citydev.Bussels voorziet dat de Algemene Vergadering samengesteld is uit 96 leden waarvan 26 leden aangewezen worden door de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met minstens één lid per gemeente;

Overwegende dat het artikel 8 van dezelfde statuten voorziet dat de Raad van Bestuur samengesteld is uit 24 leden waarvan 6 leden aangewezen worden door de groep die de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigt op de Algemene Vergadering;

Gezien de beraadlaging van 19/06/2019 betreffende het voorstel aan de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van de kandidatuur van Bestuurder van Mijnheer Jef VAN DAMME, Schepen van Openbare Werken en Gemeentelijke Eigendommen, van de Nederlandstalige taalrol, van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Raad van Bestuur bij Citydev.Brussels ;

Gezien het ontslag van Mijnheer Jef VAN DAMME als Schepen en Gemeenteraadslid op 30/08/2023 ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Aan de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de kandidatuur van Bestuurder voor te stellen van Mijnheer Amet GJANAJ, Schepen, van de Franstalige taalrol, van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Raad van Bestuur bij Citydev.Brussels - G.O.M.B., gevestigd te 1080 Brussel, Gabrielle Petitstraat 6.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 19 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen, 2 onthoudingen.

20.12.2023/A/0004 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Citydev.Brussels - Société de Développement pour la
Région de Buxelles-Capitale - Désignation d'un représentant de la commune de**

Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale - Législature 2018-2024 - Saliha RAISS.

LE CONSEIL,

Considérant que l'article 6 des statuts de la SDRB Citydev .Brussels prévoit que l'Assemblée Générale est composée de 96 membres dont 26 membres désignés par la Conférence des Bourgmestres, à raison d'un membre au moins par commune;

Considérant que l'article 8 des mêmes statuts prévoit que le Conseil d'Administration est composé de 24 membres dont 6 membres sont désignés par le groupe représentant la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale à l'Assemblée Générale;

Vu la décision du Conseil communal du 19/06/2019 proposant à la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale la désignation de Monsieur Amet GJANAJ, Echevin, du rôle linguistique francophone, en qualité de représentant de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de Citydev.Brussels ;

DECIDE :

Article unique :

De proposer à la Conférence des Bourgmestres de la Région de Bruxelles-Capitale la désignation de Madame Saliha RAISS, Echevine, du rôle linguistique néerlandophone, en qualité de représentante de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean au sein de l'Assemblée Générale de Citydev.Brussels – S.D.R.B, rue Gabrielle Petit 6 à 1080 Bruxelles, en remplacement de Monsieur Gjanaj.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 23 votes positifs, 5 abstentions.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk Secretariaat - Citydev.Brussels - De gewestelijke
Ontwikkelingsmaatschappij voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest -
Aanstelling van een vertegenwoordiger van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek in
de Algemene Vergadering - Legislatuur 2018-2024 - Saliha RAISS.**

DE RAAD,

Overwegende dat het artikel 6 van de statuten van de GOMB Citydev.Brussels voorziet dat de Algemene Vergadering samengesteld is uit 96 leden waarvan 26 leden aangewezen worden door de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met minstens één lid per gemeente;

Overwegende dat het artikel 8 van dezelfde statuten voorziet dat de Raad van Bestuur samengesteld is uit 24 leden waarvan 6 leden aangewezen worden door de groep die de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vertegenwoordigt op de Algemene Vergadering ;

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19/06/2019 betreffende het voorstel aan de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de aanstelling van Mijnheer Amet GJANAJ, Schepen van Stedenbouw, van de Franstalige taalrol, in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Algemene Vergadering bij Citydev.Brussels ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Aan de Conferentie van de Burgemeesters van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de aanstelling van Mevrouw Saliha RAISS, Schepen, van de Nederlandstalige taalrol, voor te stellen in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de Algemene Vergadering bij Citydev.Brussels – G.O.M.B., gevestigd te 1080 Brussel, Gabrielle Petitstraat 6, ter vervanging van Amet GJANAJ.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 23 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting.

Yassine Akki entre en séance / treedt in zitting.

20.12.2023/A/0005

Prévention et Vie Sociale

Prévention - Installation et l'utilisation de caméras fixes temporaires sur l'ensemble du territoire communal.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 et 135 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant la Règlementation générale en matière de protection des données (RGPD)

Considérant la Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et ses arrêtés d'exécution ;

Considérant la Circulaire ministérielle du 10 décembre 2009 relative à la loi du 21 mars 2007 réglant

l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance ;

Considérant l'Arrêté royal du 8 mai 2018 relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'images de caméras de surveillance

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a fait de la propreté publique une priorité et a mis en place de nombreuses initiatives destinées à améliorer la propreté sur l'espace public ;

Considérant que la Cellule Incivilités, qui a pour mission la sensibilisation et la répression des infractions en matière de propreté, a également été renforcée mais reste démunie face aux nombreux dépôts clandestins commis à toutes heures du jour et de la nuit à différents endroits situés sur le territoire de la Commune ;

Considérant que ces infractions constituent des incivilités au sens de l'article 135 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean dispose actuellement de 3 caméras de surveillance fixes temporaires qui sont placées dans des lieux ouverts de manière à réduire ce type d'incivilités ;

Considérant que les incivilités en matière de propreté publique se produisent sur l'ensemble du territoire communal, d'où la nécessité de pouvoir placer ces caméras de surveillance sur l'ensemble des artères de la Commune ;

Considérant que ces caméras ont vocation à être déplacées sur l'ensemble du territoire de la commune ;

Considérant que la commune est responsable du traitement aux yeux de la loi en tant qu'elle détermine les finalités et les moyens du traitement des données à caractère personnel ;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 2/1 de la loi du 21 mars 2007 précitée, la

décision d'installer une ou plusieurs caméras dans un lieu ouvert ne peut être prise qu'après l'avis positif du Conseil communal, lui-même rendu après avoir consulté le chef de corps ;

Considérant l'avis du 25 septembre 2023 sollicité auprès du chef de corps de la Police zonale ;

Considérant l'avis positif du Chef de corps de la Police zonale rendu le 19 octobre 2023 relativement à l'installation de caméras de surveillance fixes temporaires sur l'ensemble du territoire de la commune (annexé à la présente) ;

Considérant que les agents de la Cellule Incivilités ne visionneront pas les images temps réel et ne conserveront pas les images plus d'un mois comme le prévoit la réglementation en vigueur ;

Considérant que la commune respecte les dispositions légales en matière de déclaration d'installation de caméras et de tenue du registre d'activités de traitement d'image ;

Considérant la décision du Collège du 15 juillet 2021 approuvant la liste du personnel communal apte à représenter la commune dans la procédure de déclaration ;

Considérant qu'il est proposé de fixer le délai de validité du présent avis au 31 décembre 2024 ;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance de l'avis du Chef de Corps de la Police ;

Article 2 :

De remettre un avis positif quant à l'installation et l'utilisation de caméras fixes temporaires sur l'ensemble du territoire communal pour la poursuite d'infractions qui constituent des incivilités au sens de l'article 135 de la Nouvelle loi communale et ce, pour l'année 2024.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 25 votes positifs, 5 abstentions.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Installatie en gebruik van tijdelijke vaste camera's op het hele gemeentelijke grondgebied.

DE RAAD,

Gezien de artikelen 117 en 135 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de algemene verordening inzake gegevensbescherming (RGPD) ;

Gezien de wet van 21 maart 2007 die de installatie en het gebruik van bewakingscamera's en haar uitvoeringsbesluiten regelt;

Gezien de ministeriële circulaire van 10 december 2009 betreffende de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de installatie en het gebruik van bewakingscamera's ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 mei 2018 betreffende de verklaringen inzake de installatie en het gebruik van de bewakingscamera's en het activiteitenregister voor de verwerking van de beelden van de bewakingscamera's ;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van de openbare orde een prioriteit heeft gemaakt en tal van initiatieven heeft genomen om de openbare ruimte beter schoon te maken;

De eenheid Incivilities, die tot taak heeft het bewustzijn te vergroten en overtredingen te bestraffen op het gebied van netheid, is ook versterkt, maar blijft machteloos tegenover de vele illegale afzettingen die overdag en 's nachts op verschillende

plaatsen op het grondgebied van de Gemeente worden gepleegd;
Overwegende dat deze delicten onbeleefdheden vormen in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet ;
Aangezien de gemeente Sint-Jans-Molenbeek momenteel 3 over tijdelijke vaste bewakingscamera's beschikt die op open plaatsen worden geplaatst om dit soort onbeschikbaarheden te verminderen;
Gezien het feit dat er op het hele grondgebied van de gemeente sprake is van een gebrek aan openbare netheid, is het noodzakelijk om deze bewakingscamera's op alle slagaders van de gemeente te kunnen plaatsen;
Gezien het feit dat deze camera's bedoeld zijn om over het hele grondgebied van de gemeente te gebruiken.
Overwegende dat de gemeente verantwoordelijk is voor de verwerking in de zin van de wet, voor zover ze het doel en de wijze van verwerking van de persoonsgegevens bepalen.
Gezien het feit dat krachtens artikel 5, § 2/1 van voornoemde wet van 21 maart 2007, de beslissing om één of meer camera's in een open ruimte te installeren pas kan worden genomen na een positief advies van de gemeenteraad, zelf gegeven na raadpleging van de korpschef;
Gezien het advies van 16 november 2022 dat aan het korpschef van de politiezone gevraagd is;
Gezien het positieve advies van de korpschef van de politiezone betreffende de installatie van tijdelijke vaste bewakingscamera's op het gehele grondgebied van de gemeente (zie bijlage);
Aangezien de agenten van de Dienst Inschakelingsdiensten de beelden niet in real time zullen bekijken en de beelden niet langer dan een maand zullen bewaren zoals voorzien in de geldende regelgeving;
Overwegende dat de gemeente zich houdt aan de wettelijke bepalingen betreffende de verklaring van de installatie van de camera en het bijhouden van het register van de beeldverwerkingsactiviteiten ;
Gelet op het besluit van het college van 15 juli 2021 tot goedkeuring van de lijst van gemeentelijk personeel dat de gemeente in de aangifteprocedure kan vertegenwoordigen;
Overwegende dat wordt voorgesteld de geldigheidsduur van deze mededeling vast te stellen op 31 december 2024 ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om kennis te nemen van de mening van de korpschef.

Artikel 2 :

Een positief advies geven over de installatie en het gebruik van tijdelijke vaste camera's op het hele gemeentelijke grondgebied voor de vervolging van strafbare feiten die een vorm van schending zijn in de zin van artikel 135 van de nieuwe gemeentewet en dit, voor het jaar 2024.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 25 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Prévention - Convention relative à la subvention de 269.521,00 euros pour soutenir l'insertion des personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif.

LE CONSEIL,

Considérant les missions du service de Médiation locale de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le service communal de médiation locale est amené à accompagner des conflits en lien avec l'espace public ;

Considérant la décision prise par le Collège en sa séance du 16 juillet 2020 d'insérer le dispositif mis en place pour les personnes sans abri au sein du service de médiation locale ;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 269.521,00 euros à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la soutenir dans l'insertion des personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif ;

Etant donné que la promesse ferme donne lieu à une inscription en recettes et dépenses équivalentes dans le budget 2023 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention 2023 entre la commune et la Région de Bruxelles-Capitale et réglant les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de 269.521,00 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale visant à la soutenir dans l'insertion des personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenkomst voor een subsidie van 269.521,00 euro om te ondersteunen bij het huisvesten van personen in een kwetsbare situatie, in de eerste plaats begunstigen van tijdelijke bescherming afkomstig uit Oekraïne, via de huurmarkt.

DE RAAD,

Gezien de opdrachten van de lokale ombudsdienst van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de gemeentelijke buurtbemiddelingsdienst gevraagd wordt bijstand te verlenen bij conflicten in verband met de openbare ruimte;

Gezien de beslissing van het College tijdens zijn vergadering van 16 juli 2020 om de regeling voor daklozen op te nemen in de buurtbemiddelingsdienst;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om een subsidie van 269.521,00 euro toe te kennen aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek om haar te ondersteunen bij de integratie in de huurmarkt van personen in precare situaties, voornamelijk personen die tijdelijke bescherming genieten uit Oekraïne;

Aangezien deze vaste toezegging aanleiding geeft tot de opname van gelijkwaardige ontvangsten en uitgaven van de begroting 2023;

BESLUIT :

Enig artikel :

De overeenkomst 2023 tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren waarin de modaliteiten worden geregeld voor het ter beschikking stellen aan de

begunstigde van een subsidie van het Gewest ten bedrage van 269.521,00 euro overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om de integratie van personen in preciaire situaties, hoofdzakelijk begunstigden van tijdelijke bescherming uit Oekraïne, op de huurwoningmarkt te ondersteunen.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0007

Prévention et Vie Sociale

Prévention - Convention relative à la subvention de 93.897,00 euros pour soutenir la commune en raison du surplus de travail occasionné par la présence sur son territoire d'une infrastructure d'hébergement collectif mise à disposition par la Région de Bruxelles-Capitale.

LE CONSEIL,

Considérant les missions du service de Médiation locale de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que le service communal de médiation locale est amené à accompagner des conflits en lien avec l'espace public ;

Considérant la décision prise par le Collège en sa séance du 16 juillet 2020 d'insérer le dispositif mis en place pour les personnes sans abri au sein du service de médiation locale ;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 93.897,00 euros à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la soutenir en raison du surplus de travail occasionné par la présence sur son territoire d'une infrastructure d'hébergement collectif mise à disposition par la Région de Bruxelles-Capitale;

Etant donné que la promesse ferme donne lieu à une inscription en recettes et dépenses équivalentes à inscrire au budget 2024;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention 2023 entre la commune et la Région de Bruxelles-Capitale et réglant les modalités de la mise à disposition du bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de 93.897,00 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 93.897,00 euros à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la soutenir en raison du surplus de travail occasionné par la présence sur son territoire d'une infrastructure d'hébergement collectif mise à disposition par la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenkomst voor een subsidie van 93.897,00 euro om de gemeente te ondersteunen wegens de bijkomende werklust die wordt veroorzaakt door de aanwezigheid op het betrokken grondgebied van collectieve huisvesting die ter

beschikking wordt gesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

DE RAAD,

Gezien de opdrachten van de lokale ombudsdienst van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de gemeentelijke buurtbemiddelingsdienst gevraagd wordt bijstand te verlenen bij conflicten in verband met de openbare ruimte;

Gezien de beslissing van het College tijdens zijn vergadering van 16 juli 2020 om de regeling voor daklozen op te nemen in de lokale ombudsdienst;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 93.897,00 euro aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek om haar te ondersteunen wegens het extra werk veroorzaakt door de aanwezigheid op haar grondgebied van een collectieve opvanginfrastructuur ter beschikking gesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de vaste toezegging aanleiding geeft tot een boeking van gelijkwaardige ontvangsten en uitgaven worden opgenomen in de begroting voor 2024;

BESLUIT :

Enig artikel :

De overeenkomst 2023 tussen de gemeente en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren en de modaliteiten te regelen van de terbeschikkingstelling aan de begunstigde van een subsidie van het Gewest ten bedrage van 93.897,00 euro, overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een subsidie van 93.897,00 euro aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek om haar te ondersteunen wegens de extra werken veroorzaakt door de aanwezigheid op haar grondgebied van een collectieve logiesinfrastructuur ter beschikking gesteld door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0008

Prévention et Vie Sociale

Prévention - Mise en place d'un atelier personnalisé au sein du CPAS en 2023.

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16.11.2023 accordant une subvention de 91.301,65 Eur à l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean et ce, dans le cadre de l'octroi d'une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003, relative à la mise en place d'un atelier pédagogique personnalisé au sein de notre CPAS pour l'année 2023.

Considérant que la Région n'est pas compétente pour directement financer les Centres public d'Action Sociale ;

Considérant que le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean a depuis plusieurs années mis en place des ateliers pédagogiques personnalisés en son sein à destination du public cible ;

Considérant la convention entre la commune et le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs Locaux, destinée à la réalisation du projet ;

Considérant que la commune s'engage à reverser le subside au Centre public d'Action sociale sur base des obligations précisées dans la convention ;

DECIDE :

Article 1er :

D'approuver la convention avec le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs Locaux, relative à l'octroi d'une subvention spéciale pour l'organisation d'un atelier pédagogique au sein du CPAS.

Article 2 :

De rétrocéder immédiatement l'intégralité du montant du subside au CPAS et de fournir une attestation de versement dans les 30 jours à l'autorité subsidiante.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Opzetten van een gepersonaliseerde workshop binnen het OCMW in 2023.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16.11.2023 tot toekenning van een subsidie van 91.301,65 Eur voor de organisatie van een gepersonaliseerde pedagogische workshop binnen haar OCMW in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003 betreffende de toekenning van bijzondere subsidies aan gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in 2023.

Overwegende dat het Gewest niet bevoegd is om openbare centra voor sociale actie rechtstreeks te financieren;

Gezien het feit dat het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek sinds enkele jaren binnen het OCMW gepersonaliseerde educatieve workshops voor de doelgroep organiseert;

Gelet op het akkoord tussen de gemeente en de Minister van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor de Lokale Bevoegdheden, bestemd voor de realisatie van het project;

Overwegende dat de gemeente zich ertoe verbindt de subsidie terug te storten aan het OCMW op basis van de in de overeenkomst vastgelegde verplichtingen;

BESLIST :

Artikel 1 :

Het akkoord goedkeuren met de minister van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor de lokale besturen, met betrekking tot de toekenning van een bijzondere subsidie voor de organisatie van een educatieve workshop binnen het OCMW.

Artikel 2 :

Onmiddellijk het volledige bedrag van de subsidie aan het OCMW teruggeven en binnen 30 dagen een betalingsbewijs aan de subsidieverlenende instantie overleggen.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement francophone - Enseignement fondamental communal francophone
- Appel à candidatures pour l'admission au stage dans une fonction de direction
à l'École n° 18 « La Petite Flûte Enchantée ».

LE CONSEIL,

Vu les articles 10, 11, 24, 30, 33, 35, 38, 39, 41, 127, § 1er, 2° et § 2, 129, 162, 163, 187, 188 et 190 de la Constitution coordonnée le 17 février 1994 ;

Vu les articles 1er, § 2, 3, 6, § 1er, VIII, 7, 7 bis, 17 à 23, 54 à 56, 78, 83, § 3, 84 et 95 de la Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;

Vu les articles 1er à 4, 6 à 8, 32, 33, 38, 39 et 85 de la Loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises ;

Vu les articles 84 à 102, 143 et 149, 2° de la Nouvelle Loi communale du 24 juin 1988 ;

Vu les articles 2, 3, 6 à 8, 13, 14 et 21 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu les articles 1er, 2 et 5 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative ;

Vu les articles 1er, 6 et 7 de l'Arrêté ministériel pris le 23 septembre 2016 par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, portant délégation à certains fonctionnaires de Bruxelles Pouvoirs locaux dans le cadre de la tutelle administrative sur les communes, les intercommunales, les zones de police et les établissements locaux reconnus de gestion du temporel du culte ;

Vu les articles 1er, 12 bis, 24, § 2, alinéa 1er, 28, alinéa 1er, 3° de la Loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ;

Vu les articles 1er, 2, 13 et 15 de la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement, ainsi que les articles 2, 6 et 70 des Lois coordonnées le 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative ;

Vu les articles 1er, 34, 52 quater et 102 du Décret de la Communauté française du 6 juin 1994 fixant le statut du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné ;

Vu les articles 1er, 32, 56 à 59 bis, 99, 100, 102 et 141 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement ;

Vu les articles 1er et 2 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juillet 2007 portant exécution de l'article 18, § 2, du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 déterminant le plan de formation relatif au volet inter-réseaux de la formation initiale des directeurs ;

Vu les articles 1er à 4 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 mai 2019 approuvant les plans de formation relatifs au volet réseau de la formation initiale des directeurs ;

Vu les articles 1er 3 à de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire,

l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit ;

Vu les articles 1er à 5 du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, tel qu'adopté par délibération du Conseil communal du 22 janvier 2020 ;

Considérant que la directrice nommée de l'Ecole maternelle communale n° 18 « La Petite Flûte Enchantée » partira à la retraite ;

Considérant que la fonction de direction de cette école sera vacante à partir du 16 août 2024 (rentrée scolaire 2024-2025) ;

Considérant que la Commission paritaire locale de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean a été consultée par mail concernant le profil de fonction et le projet d'appel à candidatures en vue de l'admission au stage dans la fonction de direction de l'Ecole fondamentale n° 18 ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 57 du Décret du 2 février 2007 précité :

« Nul ne peut être admis au stage dans la fonction de directeur s'il ne répond, au moment de l'admission au stage, aux conditions suivantes :

1° être porteur d'un titre du niveau supérieur du 1er degré au moins ; dans l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit, les membres du personnel enseignant des disciplines pour lesquelles n'existe pas de formation délivrant un titre de niveau supérieur du 1er degré, peuvent être admis au stage pour autant qu'ils soient porteurs d'un des titres visés aux articles 105 à 108 point a) ou b) du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française ;

2° être porteur d'un des titres pédagogiques listés à l'article 100 ;

3° avoir une ancienneté de service de 3 ans dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

4° avoir répondu à l'appel à candidatures visé à l'article 56.

Remplit les conditions 1° et 2°, le candidat qui possède un diplôme constitutif à la fois d'un titre pédagogique et d'un titre du niveau supérieur du 1er degré au moins » ;

Considérant qu'il y a lieu d'admettre au stage dans la fonction de promotion de direction de l'Ecole communale n° 18 et, dans ce cadre, d'arrêter le profil de fonction et de lancer un appel à candidatures ;

DECIDE :

Article 1 :

D'arrêter le profil de fonction de directeur / directrice de l'Ecole maternelle communale n° 18, « La Petite Flûte Enchantée », tel qu'il est repris en annexe de la présente délibération.

Article 2 :

De lancer l'appel à candidatures prescrit par l'article 56, § 2 du Décret de la Communauté française du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs et directrices dans l'enseignement, en vue de l'admission au stage dans la fonction de direction de l'Ecole fondamentale n° 5, et ce dans le respect des formes prescrites par l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mai 2019 fixant les modèles d'appel à candidatures pour les fonctions de promotion et de sélection dans l'enseignement fondamental, l'enseignement secondaire, l'enseignement de promotion sociale et l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit.

Article 3 :

D'étendre l'appel à candidatures à toute personne remplissant les conditions d'accès à la fonction, en ce compris aux personnes qui n'exercent pas de fonction dans l'enseignement organisé par la Commune de Molenbeek-Saint-Jean.

Article 4 :

A titre exceptionnel, par dérogation à l'article 2, § 1er, 3° du Règlement organisant la procédure de sélection des candidats aux fonctions de promotion et de sélection dans les établissements d'enseignement communal francophone de Molenbeek-Saint-Jean, d'autoriser les directions des établissements scolaires à diffuser l'appel à candidature par e-mail aux membres de leur personnel qui ne sont pas en activité de service, ou qui n'ont pu être touchés par l'entremise du cahier de communication, pour autant que le destinataire de l'envoi en accuse réception.

La présente délibération sera portée à la connaissance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale qui les Pouvoirs locaux dans ses attributions, dans les formes et délais prescrits par l'article 7 de l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les Communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Gemeenschappelijk basisonderwijs Frans - Oproep tot
kandidaatstelling voor een managementstage aan School nr. 18 "La Petite Flûte
Enchantée".**

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0010 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement francophone - Nouvel outil d'évaluation des compétences acquises
par les élèves.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu la circulaire 8624 du 10 juin 2022 relative aux « Informations relatives à la mise en œuvre du Tronc commun à partir de la rentrée scolaire 2022-2023 » ;

Vu la circulaire n°8974 du 6 juillet 2023 relative à l'« organisation de l'enseignement maternel et primaire ordinaire pour l'année scolaire 2023-2024 » ;

Considérant que la mise en œuvre du Tronc commun invite les équipes à réfléchir à une évaluation formative et continue ;

Considérant que la responsabilité de l'enseignant et la nécessaire co-construction de nouvelles pratiques constituent le cœur du Pacte d'Excellence ;

Considérant que les écoles communales francophones travaillent la philosophie de l'évaluation depuis 2019 ;

Considérant les changements de cultures d'école concernant les dispositifs d'apprentissage et d'évaluation,

Considérant les modifications liées aux changements précités aux écoles 16, 17 et 1 ;

Considérant que dans cette perspective, chaque équipe pédagogique des écoles citées

ci-dessus a travaillé de concert pour rédiger un document à l'attention des parents qui renseigne sur l'état d'avancement dans l'acquisition des attendus ;
Considérant que cet outil de communication est présenté aux parents 3 à 4 fois par an (de la même manière que le « bulletin à points ») ;
Considérant que ce travail est suivi et soutenu par la cellule pédagogique francophone ;
Considérant que les outils « propres » à chaque école ont été construits/présentés/testés avec/aux/par les parents ;
Considérant que les élèves sont ainsi acteurs de leurs apprentissages en ayant accès à leur évaluation ;
Considérant que le portfolio, qui collectionne les travaux des élèves ; le plan de travail qui permet le pilotage du parcours individuel d'un élève; le cahier des apprentissages, qui évalue les acquis de manière formative (etc.) sont autant de supports permettant une évaluation continue;
Considérant que les différents acteurs (enseignants, élèves et parents) paraissent satisfaits de cette mise en œuvre;
Considérant en outre que l'école 13 a mis en place en P1/P2 un système vertical permettant aux élèves d'évoluer à leur rythme, en organisant notamment une différenciation adaptée aux besoins de leurs élèves (dépassement, remédiation) ;
Considérant que l'évaluation doit s'adapter à ces nouvelles modalités d'enseignement et d'apprentissage ;
Considérant que ces travaux sont réalisés sous la supervision de la cellule pédagogique francophone et de l'Instruction publique francophone ;
Considérant que d'autres écoles travaillent également dans ce sens et sont en train d'élaborer des outils analogues ;

DECIDE :

Article unique :

D'acter que les écoles communales francophones créent et utilisent des outils d'évaluation et de communication des apprentissages des élèves en cohérence avec les objectifs du Tronc commun et selon les attendus définis dans les nouveaux référentiels, dans le cadre du Pacte.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Nieuw instrument om de vaardigheden van studenten te beoordelen.**

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0011

**Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement francophone - Enseignement communal de Promotion sociale -
Institut Machtens - Convention entre l'Administration communale et l'asbl
Service Emploi de Koekelberg pour l'occupation gratuite de locaux de cours à
l'Institut Machtens en 2024 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'il a été modifié ;

Considérant que l'article 114 du décret précité autorise les pouvoirs organisateurs d'établissements de promotion sociale à conclure des conventions avec des associations pour réaliser les finalités déterminées à l'article 7 dudit décret :

- Concourir à l'épanouissement individuel en promouvant une meilleure insertion professionnelle, sociale, culturelle et scolaire ;
- Répondre aux besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturelles ;

Vu le règlement communal d'occupation des salles et des locaux appartenant à la commune de Molenbeek-Saint-Jean, adopté par le Conseil communal du 23 septembre 2015 et publié par voie d'affichage le 27 octobre 2015 ;

Considérant la demande de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en date du 1^{er} décembre 2023, sollicitant la mise à disposition à titre gratuit du local informatique n°12 et du couloir fermé jouxtant ce local, situés à l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale (rue Tazieaux, 25), repris comme bâtiment communal ;

Considérant que l'asbl Service Emploi de Koekelberg donnera priorité aux demandeurs d'emploi Molenbeekoïses et l'offre gratuite de divers services techniques, ci-annexés dans la convention de mise à disposition des locaux ;

Considérant que ces cours seront donnés par la section Koekeltech, projet d'économie sociale de l'asbl Service Emploi de Koekelberg ;

Considérant que ces modules seront destinés à des demandeurs d'emploi de la Région bruxelloise comprenant une initiation de base pour Windows 10, Word 2016, mon Actiris et l'utilisation du mail, recherche d'emploi sur internet et réseaux sociaux ;

Considérant que ce projet s'inscrit dans une politique de combat contre la fracture numérique régionale et ce, sans recherche de profit. L'objectif de l'asbl étant de les rendre autonomes dans leurs recherches d'emploi et de les initier aux nouvelles technologies ;

L'accès aisé de l'endroit en raison de sa localisation explique le succès grandissant des modules informatiques auprès des Molenbeekoïses et des habitants des communes limitrophes ;

Considérant que ces cours seront donnés du 15 janvier 2024 au 31 décembre 2024, du lundi au vendredi de 9h00 à 12h30 ;

Considérant que la demande de l'asbl Service Emploi de Koekelberg de pouvoir également occuper de façon occasionnelle et ponctuelle le local 12 et le couloir fermé, certains après-midi de 13h30 à 17h00 du lundi au vendredi, en fonction des disponibilités et après accord de Mme PITZ, directrice de l'Institut Machtens ;

Considérant que ces occupations auront toujours lieu en dehors des heures de l'Institut Machtens (18h00 à 21h30) et uniquement durant les jours d'ouverture (hors vacances scolaires) ;

Considérant que ce projet profitera à la commune de Molenbeek-Saint-Jean et se veut intégrateur et positif ;

Considérant l'accord de principe de Madame Stéphanie PITZ, Directrice de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale à Molenbeek-Saint-Jean ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver la mise à disposition à titre gratuit, du 15 janvier 2024 au 31 décembre 2024, du local informatique n°12 et son couloir fermé de l'Institut Machtens, enseignement communal de Promotion sociale, situé rue Tazieaux, 25 à 1080 Bruxelles au profit de l'asbl Service Emploi de Koekelberg, en échange de la gratuité à tous les cours pour les Molenbeekoïses et de la gratuité de divers services techniques, formalisée dans la convention ci-annexée établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, pouvoir organisateur de l'Institut Machtens et l'asbl Service Emploi de Koekelberg.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

**Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig onderwijs - Gemeentelijk onderwijs voor sociale promotie - Instituut Machtens - Overeenkomst tussen het gemeentebestuur en de vzw Dienst Werkgelegenheid van Koekelberg voor het gratis gebruik van cursuslokalen in het Instituut Machtens in 2024 - Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0012

**Département Développement Durable et Espaces Publics
Cimetière - Validation de la convention concernant la réalisation d'une œuvre en hommage à Victor Horta au cimetière de Molenbeek par le Collectif K-Dix80 en réponse à l'appel d'Urban Brussels dans le cadre de l'année Art Nouveau.**

LE CONSEIL,

Considérant l'appel à projet d'Urban Brussels sur l'espace public dans le cadre de l'année ART NOUVEAU 2023 ;

Vu l'accord de principe du COLLEGE en date du 7 septembre 2023 concernant l'intervention du Collectif K-Dix 80 dans le cimetière de Molenbeek avec une réalisation en trois étapes, en hommage à Victor Horta et la valorisation d'une de ses réalisations ; (dossier complet en annexe)

Vu la plus-value que cette réalisation apportera à ce monument et à la commune ;

Considérant que la réalisation de cette œuvre sera intégralement financée par Urban Brussel et l'asbl Patrimoine & Culture;

DECIDE :

Article 1 :

De prendre connaissance et d'approuver la convention tripartite de partenariat avec l'ASBL Patrimoine & Culture, le collectif K-Dix80 représentés par ASBL ARTMONID pour la réalisation de cette œuvre dans le cimetière de Molenbeek ;

Article 2 :

De soutenir le projet par les infrastructures communales pour le bon déroulement et

l'installation de cette œuvre

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

**Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Kerkhof - Burgerlijke Stand - Opwaardering van een grafombe van Victor
Horta op de Begraafplaats van Molenbeek door het collectief K-Dix 80 als
Antwoord op de oproep van Urban Brussels in het kader van het Art Nouveau
jaar.**

DE RAAD,

Overwegend de oproep van Urban Brussels voor projecten rond de openbare ruimte in het kader van het ART NOUVEAU-jaar 2023;
Gezien het voorstel van het K-Dix 80 Collectief om in te grijpen op de begraafplaats van Molenbeek met een realisatie in drie fasen ter ere van Victor Horta en de promotie van een van zijn creaties “een tombe gelegen in de begraafplaats Molenbeek”; compleet bestand bijgevoegd;
Overwegend de selectie van dit project door de selectiecommissie en het verkrijgen van financiële steun tot 4.500 euro voor de oprichting ervan;
Gezien de meerwaarde die deze prestatie zal opleveren voor dit monument;
Overwegend het feit dat de creatie van dit werk volledig gefinancierd zal worden door Urban Brussel en het Collectief K-Dix80;

BESLOTEN :

Artikel 1:

Kennis te nemen van en toestemming te geven voor de creatie van dit kunstwerk op de begraafplaats van Molenbeek;

Artikel 2:

Het project te ondersteunen met gemeentelijke infrastructuur voor een goede werking en installatie van dit kunstwerk

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0013

**Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier
Durable "Etangs Noirs" 1.2 Maison du Bien-Être - Demande d'autorisation
d'expropriation au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du bien sis
rue Van Hoegaerde 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 portant sur la revitalisation urbaine ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 relatif aux Contrats de Quartier Durable ;

Vu le dossier de base du Contrat de Quartier Durable (CQD) « Etangs Noirs » ;

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du CQD « Etangs Noirs » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement Flamand du 17 décembre 2021 décidant e.a. d'approuver la demande de subside de la Vlaamse Gemeenschapscommissie pour la maison des jeunes sur le site D-BROEJ-VMJ à Molenbeek-Saint-Jean pour un montant de 1.389.510 EUR ;

Considérant que la parcelle cadastrée 2ème division, section B, numéro 3x2, située rue Van Hoegaerde 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean est reprise dans le cadre de l'opération 1.2 « Maison du Bien-Être » du CQD « Etangs Noirs » ;

Considérant que l'acquisition de ladite parcelle est nécessaire à la réalisation du programme, tel que repris dans le cadre de l'opération 1.2 ;

Considérant que l'article 7, al. 5 de l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 prévoit qu'un bien immeuble ne peut faire l'objet d'une subvention que si son bénéficiaire est titulaire d'un droit réel sur ce dernier ;

Considérant que l'article 8 de l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 prévoit que toutes les acquisitions de biens immeubles nécessaires à la réalisation d'un programme de revitalisation urbaine, de ses modifications ou de ses compléments peuvent être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant que ladite parcelle est reprise dans le périmètre de préemption « Simonis » établi par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juin 2022 ;

Considérant que le bien sis rue Van Hoegaerde 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean est actuellement constitué d'une maison de maître et d'un garage de réparation automobile ;

Considérant que le bien est adjacent à l'actuelle maison des jeunes de D-BROEJ-VMJ de propriété de la Vlaamse Gemeenschapscommissie, sise rue de la Vermicellerie 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que la mise en œuvre du programme implique, sur le plan de l'utilité publique, l'acquisition par la Commune du bien afin de réaliser une extension de l'actuelle maison des jeunes en place de la maison de maître existante et de réaliser une cour collective végétalisée en place de l'actuel garage automobile ;

Considérant que conformément au programme de base du CQD « Etangs Noirs » le bien serait affecté à un équipement public destiné à la jeunesse et en particulier au soutien psychologique d'un public jeune féminin qui serait géré par D-BROEJ-VMJ ;

Considérant que l'équipement public pourra abriter des espaces d'accueil pour les filles, des activités et des ateliers pour un public NEET (Not in Employment, Education or Training), des espaces pour le soutien scolaire, des salles d'activités et d'expression linguistique, des espaces de soutien psychologique (en particulier pour un public féminin) ;

Considérant que l'îlot repris entre les rues Van Hoegaerde, de la Vermicellerie, Piers et Schmitz est bâti à hauteur d'environ 88% de sa surface, qu'environ 8% de sa surface est constitué d'espaces ouverts avec un revêtement imperméable et qu'uniquement environ 4% de sa surface est constitué d'espaces ouverts perméables et végétalisés ;

Considérant que conformément au programme de base du CQD « Etangs Noirs »

le garage automobile serait démoli, le terrain dépollué et une cour collective végétalisée y serait aménagée en vue de désimperméabiliser l'îlot ;

Considérant que l'aménagement de ladite cour collective végétalisée permettrait une réduction de l'effet d'îlot de chaleur ;

Considérant que l'aménagement de ladite cour collective végétalisée peut favoriser la création d'habitats pour la faune et la flore locales et d'inclure la plantation d'espèces indigènes ;

Considérant que le bien se trouve dans une zone à aléa moyen d'inondation (25 à 50 ans) et à grande proximité d'une zone d'aléa élevé d'inondation (au moins 1 fois tous les 10 ans) établie par Bruxelles Environnement ;

Considérant que la perméabilisation de cet espace et son intégration dans le maillage vert permettraient d'améliorer la gestion de l'eau et de réduire les risques d'inondation ;

Considérant que conformément au programme de base du CQD « Etangs Noirs » l'aménagement d'un nouvel équipement public favorisera la cohésion sociale au sein du quartier ainsi qu'améliorer les échanges entre différentes générations, cultures, genres et groupes sociaux présents dans le quartier ;

Vu la décision du Conseil communal du 28 septembre 2022 décidant e.a. d'approuver l'acquisition du bien d'une superficie de 255 m², sis rue de Van Hoegaerde 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, cadastrée 2ème Division, section B, numéro 3x², pour un montant maximum de 562.600 EUR et de charger le service Technique du Département Infrastructures et Développement Urbain de négocier l'acquisition de ce bien ;

Vu le courrier recommandé du 1er décembre 2022 rédigé par le service Technique du Département Infrastructures et Développement Urbain notifiant l'offre de la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'acquisition de ladite parcelle pour un montant de 485.000 EUR, correspondant au montant de l'estimation de Bruxelles Fiscalité ;

Vu le courrier recommandé du 26 juin 2023 rédigé par le service Technique du Département Infrastructures et Développement Urbain notifiant l'offre de la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'acquisition de ladite parcelle pour un montant de 562.000 EUR, correspondant au montant de l'estimation de Bruxelles Fiscalité, majoré des indemnités de réemploi ;

Considérant qu'aucune réponse n'a été donnée par le propriétaire dans les délais demandés et que les deux offres ont donc été considérées comme étant refusées ;

Considérant qu'une réunion avec le propriétaire a été organisée le 12 juin 2023 par le service Technique du Département Infrastructures et Développement Urbain en vue de négocier l'acquisition du bien et ce conformément à l'article 8 de l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 ;

Considérant que ces démarches n'ont pas abouti et qu'il y a lieu d'envisager l'expropriation pour cause d'utilité publique de ladite parcelle ;

Considérant que l'acquisition de ladite parcelle et sa prise de possession immédiate sont donc nécessaires à la réalisation du programme et qu'elles peuvent donc être réalisées par la voie de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article 27, § 1er de l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 et de l'article 3 §2 de l'ordonnance du 23 décembre 2022 prolongeant certains délais de l'ordonnance précitée, la durée d'exécution du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » est de 56 mois à dater du premier jour du mois suivant la décision d'adoption du contrat de quartier durable par le Gouvernement, soit à partir du 1er juillet 2022 ;

Considérant que la Commune est tenue dans ce délai d'acquérir les droits réels sur ladite parcelle, de réaliser toutes les études nécessaires à la réalisation de l'opération et d'attribuer les marchés publics nécessaires à l'exécution du projet ;
Considérant que le subside octroyé par le Gouvernement Flamand à Vlaamse Gemeenschapscommissie peut financer uniquement l'acquisition, les études et les travaux qui seront réalisés avant le 31 décembre 2025 ;

Considérant que la nécessité de réaliser ces démarches dans le délai maximum de 56 mois et dans le respect des échéances prévues par l'ordonnance organique du 6 octobre 2016, ainsi que l'échéance du subside octroyé par la Région Flamande justifient le recours à la procédure d'extrême urgence ;

Considérant que les délais à respecter ne permettent pas de reporter l'entame de la procédure d'expropriation, ni de recourir à la procédure ordinaire ;

Considérant qu'il y a lieu, par conséquent, de solliciter l'autorisation du Gouvernement régional afin de pouvoir procéder à l'expropriation de cette parcelle pour cause d'utilité publique et selon la procédure d'extrême urgence, en vertu de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'ordonnance organique du 6 octobre 2016 portant sur la revitalisation urbaine ;

Prends connaissance du plan d'expropriation relatif à la parcelle cadastrée 2ème division, section B, numéro 3x2, située rue Van Hoegaerde 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu l'estimation réalisée en date du 22 août 2022 par Bruxelles Fiscalité pour un montant de 485.000 EUR, pour la parcelle d'une superficie de 255 m² sise Rue Van Hoegaerde 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean cadastrée 2ème division, section B, numéro 3x2, située rue Van Hoegaerde 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 9301/712/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 et que la dépense est financée à 100% par le subside de la Région Flamande (DC 30/2023) ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver le plan d'expropriation relatif à la parcelle cadastrée 2ème division, section B, numéro 3x2, située rue Van Hoegaerde 39 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2

De demander l'autorisation à la Région de Bruxelles-Capitale de procéder à l'expropriation de ladite parcelle pour cause d'utilité publique et selon la procédure d'extrême urgence en vertu de la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique et de l'ordonnance organique du 6 octobre 2016.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Duurzaam

Wijkcontract "Zwarte Vijvers" 1.2 Welzijnshuis - Aanvraag aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot onteigening van het goed gelegen aan de Van Hoegaerdestraat 39, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, en met name artikel 117;

Gezien de wet van 26 juli 1962 betreffende de procedure van dwingende spoed voor onteigening ten algemenen nutte;

Gezien de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 betreffende de stadsvernieuwing;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Gezien het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers";

Gezien de brief van 15 juli 2022 ter kennisgeving van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma DWC "Zwarte Vijvers";

Gezien het besluit van de Vlaamse Regering van 17 december 2021 houdende o.a. goedkeuring van de subsidieaanvraag van de Vlaamse Gemeenschapscommissie voor het jeugdhuis op de site D-BROEJ-VMJ in Sint-Jans-Molenbeek voor een bedrag van 1.389.510 EUR;

Overwegende dat het perceel gekadastraerd als 2e afdeling, sectie B, nummer 3x2, gelegen aan de Van Hoegaerdestraat 39 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek is opgenomen in operatie 1.2 "Welzijnshuis" van het DWC "Zwarte Vijvers";

Overwegende dat de aankoop van voornoemd perceel noodzakelijk is voor de voltooiing van het programma, zoals opgenomen in operatie 1.2;

Overwegende dat artikel 7, lid 5, van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 bepaalt dat een onroerend goed slechts het voorwerp van een subsidie kan zijn indien de begunstigde ervan er een zakelijk recht op heeft;

Overwegende dat artikel 8 van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 bepaalt dat alle verwervingen van onroerende goederen die nodig zijn voor de verwezenlijking van een stadsvernieuwingsprogramma, de wijzigingen of de aanvullingen ervan, kunnen worden uitgevoerd door middel van onteigening om redenen van openbaar nut;

Overwegende dat het genoemde perceel is opgenomen in de voorkeursperimeter "Simonis", vastgesteld bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juni 2022;

Overwegende dat het goed gelegen aan de Van Hoegaerdestraat 39 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek momenteel bestaat uit een herenhuis en een garage voor autoreparaties;

Overwegende dat het goed grenst aan het huidige jeugdhuis D-BROEJ-VMJ van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, Vermicellifabriekstraat 10, 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de uitvoering van het programma, uit een oogpunt van openbaar nut, de aankoop door de gemeente van het onroerend goed vereist om een uitbreiding van het huidige jeugdcentrum te realiseren op de plaats van het bestaande herenhuis en om een collectieve groene binnenplaats te creëren op de plaats van de huidige autogarage;

Overwegende dat, in overeenstemming met het basisprogramma van het DWC "Zwarte Vijvers", het onroerend goed zal worden bestemd voor een openbare voorziening voor jongeren en in het bijzonder voor psychologische ondersteuning van jonge vrouwen, die zal worden beheerd door D-BROEJ-VMJ;

Overwegende dat de openbare voorziening onderdak kan bieden aan ontvangstruimten voor meisjes, activiteiten en workshops voor NEET (Not in

Employment, Education or Training), ruimten voor onderwijsondersteuning, ruimten voor activiteiten en taallessen, ruimten voor psychologische ondersteuning (met name voor vrouwen);

Overwegende dat het huizenblok tussen de Van Hoegaerde-, de Vermicellifabriek-, de Piers- en de Schmitzstraat voor 88% bebouwd is, dat ongeveer 8% van de oppervlakte bestaat uit ondoordringbare open ruimten en dat slechts ongeveer 4% van de oppervlakte bestaat uit doordringbare en beplante open ruimten;

Overwegende dat, overeenkomstig het basisprogramma van het DWC "Zwarte Vijvers", de autogarage zal worden afgebroken, het terrein zal worden gesaneerd en een beplante gemeenschappelijke binnenplaats zal worden aangelegd met het oog op het verminderen van de ondoordringbaarheid van het blok;

Overwegende dat de aanleg van voornoemde begroeide gemeenschappelijke binnenplaats het hitte-eilandeffect zou verminderen;

Overwegende dat de aanleg van voornoemde begroeide binnenplaats de creatie van habitats voor de plaatselijke flora en fauna kan bevorderen en de beplanting met inheemse plantensoorten kan inhouden;

Overwegende dat het pand gelegen is in een middelmatig overstromingsgevaargebied (25 tot 50 jaar) en in de nabijheid van een hoog overstromingsgevaargebied (minstens eens in de 10 jaar) vastgesteld door Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat het doordringbaar maken van deze ruimte en de integratie ervan in het groene netwerk de waterhuishouding zal verbeteren en het risico op overstromingen zal verminderen;

Overwegende dat, in overeenstemming met het basisprogramma van het DWC "Zwarte Vijvers", de ontwikkeling van een nieuwe openbare voorziening de sociale cohesie binnen de wijk zal bevorderen en de uitwisselingen tussen de verschillende generaties, culturen, geslachten en sociale groepen die in de wijk aanwezig zijn, zal verbeteren;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 28 september 2022 waarbij o.a. werd beslist om de aankoop goed te keuren van het goed met een oppervlakte van 255 m², gelegen in de Van Hoegaerdestraat 39 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, ingeschreven in de 2de afdeling, sectie B, nummer 3x², voor een maximumbedrag van 562.600 euro en de Technische Dienst van de Dienst Infrastructuur en Stadsontwikkeling op te dragen om te onderhandelen over de aankoop van dit goed;

Gezien de aangetekende brief van 1 december 2022, opgesteld door de Technische Dienst van de Dienst Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, ter kennisgeving van het bod van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de aankoop van het genoemde perceel voor een bedrag van 485.000 EUR, overeenstemmend met het bedrag van de schatting van Brussel Fiscaliteit;

Gezien de aangetekende brief van 26 juni 2023, opgesteld door de Technische Dienst van de Dienst Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, houdende kennisgeving van het aanbod van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek tot aankoop van het genoemde perceel voor een bedrag van 562.000 euro, wat overeenstemt met het bedrag van de schatting van Brussel Fiscaliteit, vermeerderd met de herbestemmingsvergoedingen;

Overwegende dat binnen de gevraagde termijn geen antwoord van de eigenaar werd ontvangen en dat de twee offertes bijgevolg als geweigerd werden beschouwd;

Overwegend dat er op 12 juni 2023 een vergadering met de eigenaar werd

georganiseerd door de Technische Dienst van de Dienst Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling met het oog op onderhandelingen over de aankoop van het goed en dit in overeenstemming met artikel 8 van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016;

Overwegende dat deze stappen geen resultaat hebben opgeleverd en dat onteigening in het algemeen belang van het genoemde perceel moet worden overwogen;

Overwegend dat de verwerving van het genoemde perceel en het onmiddellijke bezit ervan daarom noodzakelijk zijn voor de voltooiing van het programma en dat ze daarom kunnen worden uitgevoerd door middel van onteigening in het algemeen belang;

Overwegende dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 27, §1 van de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 en artikel 3, §2 van de ordonnantie van 23 december 2022 tot verlenging van bepaalde termijnen van voornoemde ordonnantie, de uitvoeringstermijn van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" 56 maanden bedraagt vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de beslissing tot goedkeuring van het Duurzaam Wijkcontract door de Regering, dus vanaf 1 juli 2022;

Overwegende dat de gemeente verplicht is om binnen deze termijn de zakelijke rechten op voornoemd perceel te verwerven, alle studies uit te voeren die nodig zijn voor de voltooiing van de operatie en de overheidsopdrachten te gunnen die nodig zijn voor de uitvoering van het project;

Overwegende dat de door de Vlaamse Regering aan de Vlaamse Gemeenschapscommissie toegekende subsidie slechts de verwerving, de studies en de werken kan financieren die vóór 31 december 2025 zullen worden uitgevoerd;

Overwegend dat de noodzaak om deze stappen te ondernemen binnen een termijn van maximaal 56 maanden en met inachtneming van de termijnen bepaald in het organieke besluit van 6 oktober 2016, alsook het aflopen van de subsidie toegekend door het Vlaamse Gewest, een beroep op de procedure van dringende spoed rechtvaardigen;

Overwegende dat de in acht te nemen termijnen niet toelaten de aanvang van de onteigeningsprocedure uit te stellen of de gewone procedure toe te passen;

Overwegende dat het bijgevolg noodzakelijk is machtiging te vragen aan de Gewestregering om te kunnen overgaan tot de onteigening van dit perceel om redenen van openbaar nut en volgens de procedure van dringende spoed, krachtens de wet van 26 juli 1962 betreffende de procedure van dringende spoed inzake onteigening ten algemenen nutte en de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016 betreffende de stadsvernieuwing;

Neemt kennis van het onteigeningsplan met betrekking tot het perceel gekadastraerd 2e afdeling, sectie B, nummer 3x2, gelegen in de Van Hoegaerdestraat 39 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien de schatting uitgevoerd op 22 augustus 2022 door Brussel Fiscaliteit voor een bedrag van 485.000 EUR, voor het perceel met een oppervlakte van 255 m² gelegen in de Van Hoegaerdestraat 39 in 1080 Sint-Jans-Molenbeek, gekadastraerd 2de afdeling, sectie B, nummer 3x2, gelegen in de Van Hoegaerdestraat 39 in 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de nodige kredieten voorzien zijn in artikel 9301/712/60 van de buitengewone begroting voor het begrotingsjaar 2023 en dat de uitgaven voor 100% gefinancierd worden door de subsidie van het Vlaams Gewest (VR 30/2023);

BESLUIT:

Artikel 1

Het onteigeningsplan goed te keuren met betrekking tot het perceel gekadastraerd 2e afdeling, sectie B, nummer 3x2, gelegen in de Van Hoegaerdestraat 39, 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Artikel 2

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toestemming te vragen om over te gaan tot de onteigening van het voornoemde perceel om redenen van openbaar nut en volgens de procedure van dringende spoed overeenkomstig de wet van 26 juli 1962 betreffende de procedure van dringende spoed inzake onteigening ten algemene nutte en de organieke ordonnantie van 6 oktober 2016.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0014

Département Infrastructures et Développement urbain

Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de rénovation urbaine n°6 ‘Autour de Simonis’. Opération A.3C – Koekelberg / Molenbeek – actions intercommunales. Projet de parcours d’arts urbains. Approbation du protocole d’accord entre les communes de Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean et Bruxelles Mobilité relatif à la réalisation d’une fresque sur la façade EST de la station de métro Osseghem.

LE CONSEIL,

Vu l’arrêté du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du ‘Contrat de rénovation urbaine – Autour de Simonis’ et octroyant une subvention de €400.000,00 à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l’exécution de ses actions socio-économiques intercommunales ;

Considérant que l’opération A.3C – Koekelberg / Molenbeek-Saint-Jean – Actions intercommunales du programme du ‘Contrat de Rénovation Urbaine – Autour de Simonis’ prévoit une collaboration financière et technique des administrations communales de Koekelberg et de Molenbeek-Saint-Jean pour mener à bien le projet;

Vu la proposition de lancer, dans le cadre des actions socio-économiques intercommunales dudit CRU 6, des appels à projets communs aux communes de Koekelberg et de Molenbeek-Saint-Jean pour la réalisation d’un parcours d’arts urbains de type fresque le long de la frontière entre Koekelberg et Molenbeek, et que la commune de Molenbeek-Saint-Jean dispose d’une enveloppe totale de €135.572,00 pour le développement de ce projet ;

Vu le document d’appel à projets, approuvé par le Collège du 09 novembre 2023, publié le 13 novembre 2023 et définissant les modalités pour la réalisation d’une fresque sur la façade EST de la station de métro Osseghem;

Considérant que la façade EST de la station de métro Osseghem se situe à la limite entre les communes de Koekelberg et de Molenbeek-Saint-Jean et que cette façade est la propriété de Bruxelles Mobilité;

Vu la proposition de protocole d’accord du 02 novembre 2023 entre les communes de Molenbeek-Saint-Jean, Koekelberg et Bruxelles Mobilité en vue de la réalisation

d'une fresque sur la façade EST de la station de métro Osseghem;
Considérant que les dépenses inhérentes à la réalisation de la fresque seront divisées à parts égales entre les deux communes;
Considérant que la proposition de protocole d'accord prévoit la désignation de la Commune de Koekelberg, représentée par son Collège des Bourgmestre et Echevins, comme organisateur désigné pour la bonne exécution du projet ; que la Commune de Koekelberg sera l'interlocuteur référent pour le projet (demandes, prises de contact, communications, paiements, etc) ;
Considérant que la sélection de l'artiste et de l'œuvre lauréate devra être validée par les collèges des communes et par Bruxelles-Mobilité avant l'exécution, tel que décrit dans le protocole d'accord;
Considérant que la fin des travaux pour la réalisation de la fresque est prévue à la fin du premier semestre de 2024 ;
Considérant que les communes cèderont gratuitement la propriété de l'œuvre à Bruxelles-Mobilité lors de la réception de l'œuvre, Bruxelles-Mobilité sera alors seul propriétaire de l'œuvre;
Vu le protocole d'accord entre les communes de Koekelberg et Molenbeek-Saint-Jean et Bruxelles-Mobilité en annexe;
Vu la nouvelle loi communale;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver le protocole d'accord entre les communes de Molenbeek-Saint-Jean, Koekelberg et Bruxelles- Mobilité en vue de la réalisation d'une fresque sur la façade EST de la station de métro Osseghem.

Article 2 :

De charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de la signature et de l'exécution du présent protocole d'accord.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling -
Stadsvernieuwingscontract nr. 6 'Rondom Simonis'. Operatie A.3C - Koekelberg / Molenbeek - intergemeentelijke acties. Project stedelijk kunstparcours.
Goedkeuring van het protocol van overeenkomst tussen de gemeenten Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek en Brussel Mobiliteit voor de realisatie van een fresco op de OOSTgevel van het metrostation Osseghem.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van 17 maart 2022 van de Brusselse hoofdstedelijke regering houdende goedkeuring van het programma van het "Stadsvernieuwingscontract (SVC) - Rondom Simonis" en tot toekenning van een subsidie van €400.000,00 aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van de intergemeentelijke socio-economische acties;

Overwegende dat operatie A.3C - Koekelberg / Molenbeek - Intergemeentelijke acties van het programma van het "Stadsvernieuwingscontract - Rondom Simonis" voorziet in een financiële en technische samenwerking tussen de gemeentebesturen van Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek om het project tot een goed einde te brengen;

Gelet op het voorstel om in het kader van de intergemeentelijke socio-economische acties van het voornoemde SVC 6 projectoproepen te lanceren, gemeenschappelijk

door de gemeentes van Koekelberg en van Sint-Jans-Molenbeek, voor de verwezenlijking van een stedelijk kunstparcours van het type fresco langs de grens tussen Koekelberg en Molenbeek, en dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek over een enveloppe van €135.572,00 beschikt voor de ontwikkeling van dit project;

Gezien de projectoproep, goedgekeurd door het College op 09 november 2023, gepubliceerd op 13 november 2023 en waarin de modaliteiten worden bepaald voor de realisatie van een fresco op de OOSTgevel van het metrostation Ossegem;

Overwegende dat de OOSTgevel van het metrostation Ossegem op de grens ligt tussen de gemeenten Koekelberg en Sint-Jans-Molenbeek en dat deze gevel eigendom is van Brussel-Mobiliteit;

Gezien het voorstel voor een protocol van overeenkomst van 02 november 2023 tussen de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek, Koekelberg en Brussel-Mobiliteit met het oog op de realisatie van een fresco op de OOSTgevel van het metrostation Ossegem;

Overwegende dat de kosten voor de creatie van het fresco gelijk verdeeld zullen worden tussen de twee gemeenten;

Overwegende dat het voorgestelde protocol van overeenkomst voorziet in de aanwijzing van de gemeente Koekelberg, vertegenwoordigd door haar College van Burgemeester en Schepenen, als aangewezen organisator voor de goede uitvoering van het project; dat de gemeente Koekelberg bijgevolg het contactpunt voor het project zal zijn (aanvragen, contacten, mededelingen, betalingen, enz.);

Overwegende dat de selectie van de winnende kunstenaar en van het winnende werk door de Colleges van de gemeenten et Brussel-Mobiliteit moet worden gevalideerd voordat het wordt uitgevoerd, zoals beschreven in het volledige selectieproces in het ontwerp van het protocol van overeenkomst;

Overwegende dat het einde van de werken voor de verwezenlijking van het fresco voorzien is op het einde van het eerste semester van 2024;

Overwegende dat de gemeenten de eigendom van het werk gratis overdragen aan Brussel-Mobiliteit, dat dan de enige eigenaar van het werk wordt;

Gezien het protocol van overeenkomst tussen de gemeenten Sint-Jans-Molenbeek, Koekelberg en Brussel-Mobiliteit in bijlage;

Gezien de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

Artikel 1 :

Het protocol van overeenkomst goed te keuren tussen de gemeenten Koekelberg, Sint-Jans-Molenbeek en Brussel-Mobiliteit voor de realisatie van een fresco op de OOSTgevel van het metrostation Ossegem.

Artikel 2 :

Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de ondertekening en de uitvoering van dit protocol van overeenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0015

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement urbain - Acquisition de
l'ancienne brasserie Vandeuvel sise rue Vandeupeereboom 148-150 -
Approbation du protocole d'accord 3.44.1.1 avec BELIRIS.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du "Contrat de Rénovation Urbaine Gare de l'Ouest" (CRU 3) ;

Considérant que dans le cadre du CRU 3, l'opération B.10 relative à l'acquisition et la reconversion de la Brasserie Vandenheuvel, située rue Alphonse Vandenpeereboom 148/150, à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, est une opération réserve du programme, à savoir que le financement reste à trouver;

Considérant qu'en vue de financer l'acquisition du bien susmentionné, une demande de subside avait été introduite auprès de Beliris par la Commune;

Vu le courrier du 4 juillet 2022 de Beliris notifiant l'octroi d'une subvention à la Commune pour un montant maximum de 2.500.000 € pour l'acquisition de ladite Brasserie ;

Considérant qu'un protocole d'accord régissant l'octroi de ce subside doit être approuvé et signé par toutes les parties ;

Prend connaissance du protocole d'accord 3.44.1.1 (ci-annexé) entre Beliris et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le protocole d'accord 3.44.1.1 entre Beliris et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean qui a pour objet de déterminer la procédure d'octroi de la subvention de Beliris pour l'acquisition de l'ancienne Brasserie Vandenheuvel sise rue Vandenpeereboom 148-150, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 28 votes positifs, 2 abstentions.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Aankoop van de voormalige brouwerij Vandenheuvel gelegen aan de Vandenpeereboomstraat 148-150 - Goedkeuring van het protocolakkoord 3.44.1.1 met BELIRIS.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot goedkeuring van het programma van het "Stadsvernieuwingscontract - Weststation" (SVC 3) van 16 november 2017;

Overwegende dat in het kader van SVC 3, operatie B.10, betreffende de aankoop en verbouwing van de brouwerij Vandenheuvel, gelegen aan de Alphonse Vandenpeereboomstraat 148/150, te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, een reserveoperatie in het programma is, d.w.z. dat de financiering nog moet worden gevonden;

Overwegende dat de gemeente, met het oog op de financiering van de aankoop van bovengenoemd onroerend goed, een subsidieverzoek bij Beliris heeft ingediend;

Gezien de brief van 4 juli 2022 van Beliris waarin de toekenning van een subsidie voor de Gemeente voor een maximumbedrag van € 2.500.000 wordt toegekend voor de aankoop van de voornoemde brouwerij;

Overwegende dat een protocolakkoord betreffende de toekenning van deze subsidie door alle partijen moet worden goedgekeurd en ondertekend;

Neemt kennis van het protocolakkoord 3.44.1.1 (in bijlage) tussen Beliris en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek waarvan het doel is de procedure tot toekenning van de subsidie vast te leggen;

Gezien artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

Het protocolakkoord 3.44.1.1 tussen Beliris en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren waarvan het doel is de procedure te bepalen tot toekenning van de subsidie van Beliris voor de aankoop van de voormalige Brouwerij Vandenheuvel gelegen aan de Vandenpeereboomstraat 148-150, 1080 Sint-Jans-Molenbeek.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 28 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

20.12.2023/A/0016

Département Infrastructures et Développement urbain

**Département Infrastructures et Développement urbain - Politique de la Ville -
axe 1 - Occupation temporaire du bâtiment sis rue Jean-Baptiste Decock 67-69
(Stockage).**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal en sa séance du 22/04/2020 d'approuver l'acquisition du bien sis rue Jean-Baptiste Decock 67-69 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu la notification du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2019 de l'approbation du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";

Considérant que le bâtiment est la propriété de la Commune depuis le 19 octobre 2021;

Considérant que le bâtiment est dans un état de délabrement qui permet uniquement le stockage et non la tenue d'activités;

Vu la décision du Collège du 07 avril 2022 approuvant les termes et conditions de l'appel à occupations temporaires pour les biens sis rue de Lessines 37-39, rue Decock 97 et chaussée de Ninove 100 ;

Vu la décision du Collège du 19 mai 2022 approuvant e.a. "l'occupation conjointe du bien sis rue Decock 97 par le Collectif Dallas et par le Collectif Molenwest Community" ;

Vu la décision du Conseil Communal du 29 juin 2022 approuvant les conventions d'occupation temporaire pour les biens sis rue de Lessines 37-39, rue Decock 97 et chaussée de Ninove 100 ;

Vu la demande des occupants temporaires du bâtiment sis rue Decock 97 (Dallas, Samen Voor morgen, Curieus, Carré & co et Espirito Mundo) de pouvoir stocker du matériel dans un bâtiment proche ;

Vu la décision du Conseil Communal du 26 décembre 2022 approuvant " le projet de convention d'occupation temporaire pour le bâtiment (uniquement pour stockage) sis rue Decock 86-88 par les associations qui occupent temporairement le bien sis rue Decock 97 ";

Considérant qu'il doit être mis fin à l'occupation temporaire du bien sis rue Decock 86-88 car les travaux vont commencer dans le cadre de l'opération 1.2 "Centre de

Jeunesse" du CQD "Autour du Parc de l'Ouest" ;
Considérant que les occupants temporaires du bâtiment sis rue Decock 97(Dallas, Samen Voor morgen, Curieus, Carré & co et Espirito Mundo) pourront dorénavant stocker leur matériel dans le bien, sis rue Decock 67-69;
Considérant qu'une convention d'occupation temporaire est nécessaire;
Considérant que vu que le planning des travaux pour le bien, sis rue Decock 67-69, n'est pas encore fixé, une prolongation de l'occupation temporaire est envisageable dans le futur;
Vu le projet de convention en annexe;
Vu le plan déterminant l'espace pouvant être utilisé en annexe ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver le projet de convention d'occupation temporaire pour le bâtiment (uniquement pour stockage) sis rue Decock 67-69 par les associations qui occupent temporairement le bien sis rue Decock 97 (Dallas, Samen Voor morgen, Curieus, Carré & co et Espirito Mundo);

Article 2:

D'autoriser de prolonger l'occupation temporaire, en fonction du planning des travaux et de signer dans ce cas un avenant à la convention.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Stadsbeleid - as 1 - Tijdelijk gebruik van het gebouw gelegen Decockstraat 67-69 (Opslag).

DE RAAD,

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 22/04/2020 om de aankoop goed te keuren van het onroerend goed gelegen in de Jean-Baptiste Decockstraat 67-69 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek;

Gezien de kennisgeving van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2019 van de goedkeuring van het DWC-programma "Rondom Westpark";

Overwegende dat het gebouw sinds 19 oktober 2021 eigendom is van de gemeente;

Overwegende dat het gebouw in een vervallen staat verkeert waardoor er alleen opslag en geen activiteiten kunnen plaatsvinden ;

Gezien het besluit van het College van 07 april 2022 tot goedkeuring van de voorwaarden van de oproep tot tijdelijk gebruik van de panden gelegen aan de Lessenstraat 37-39, Decockstraat 97 en Ninoofsesteenweg 100;

Gelet op de beslissing van het College van 19 mei 2022 houdende goedkeuring van o.a. "het gezamenlijk tijdelijk gebruik van het pand gelegen aan de Decockstraat 97 door het Collectief Dallas en het Collectief Molenwest Community";

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 29 juni 2022 houdende goedkeuring van de overeenkomsten van tijdelijk gebruik van de panden gelegen in de Lessenstraat 37-39, de Decockstraat 97 en de Ninoofsesteenweg 100;

Gelet op het verzoek van de tijdelijke gebruikers van het pand gelegen Decockstraat 97 (Dallas, Samen voor morgen, Curieus, Carré & co en Espirito Mundo) om materiaal te mogen opslaan in een nabijgelegen gebouw;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 26 december 2022 tot goedkeuring van "het ontwerp van overeenkomst tot tijdelijk gebruik van het gebouw (uitsluitend voor opslagdoeleinden) gelegen Decockstraat 86-88 door de verenigingen die het pand gelegen aan de Decockstraat 97 in tijdelijk gebruik hebben".

Overwegende dat het tijdelijk gebruik van het pand aan de Decockstraat 86-88 moet worden beëindigd omdat de werkzaamheden voor operatie 1.2 "Jeugdcentrum" van het DWC "Rondom Westpark" op het punt staan te beginnen;

Overwegende dat de tijdelijke gebruikers van het pand gelegen Decockstraat 97 (Dallas, Samen Voor morgen, Curieus, Carré & co en Espirito Mundo) voortaan hun materiaal tijdelijk zullen kunnen stockeren in het pand gelegen Decockstraat 67-69;

Overwegende dat een tijdelijke gebruiksovereenkomst noodzakelijk is;

Overwegende dat aangezien de planning van de werken voor het pand, gelegen Decockstraat 67-69, nog niet werd bepaald, een verlenging van het tijdelijk gebruik in de toekomst overwogen kan worden;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst in bijlage;

Gezien het bijgevoegde plan met de beschikbare ruimte;

Gezien de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT :

Artikel 1:

De ontwerpovereenkomst voor het tijdelijk gebruik van het pand gelegen Decockstraat 67-69 (alleen maar voor opslag) door de verenigingen die tijdelijk het pand gebruiken gelegen Decockstraat 97 (Dallas, Samen voor Morgen, Curieus, Carré & co en Espirito Mundo) goed te keuren;

Artikel 2:

Het verlengen van het tijdelijk gebruik toe te laten, in functie van de planning van de werken, en in voorkomend geval een aanhangsel bij de overeenkomst te tekenen.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0017

**Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Marchés publics -
Adhésion à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS)
permettant l'accès à la Centrale d'Achat CREAT.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Considérant que les organismes soumis à la législation sur les marchés publics sont confrontés à des questions techniques et administratives de plus en plus complexes et que les exigences au niveau des connaissances spécifiques des différentes branches de cette matière sont de plus en plus nombreuses ;

Considérant qu'une coopération entre pouvoirs adjudicateurs dans le domaine des marchés publics peut générer des synergies positives dans le cadre des ressources humaines et des compétences engagées dans la formalisation des marchés, ainsi que des économies d'échelles sur les prix des marchés obtenus ;

Vu l'offre de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS), association intercommunale prestataire de services créée en 2017, et dont le dossier

d'adhésion est joint en annexe ;

Considérant que les services de TMVS ne peuvent être proposés qu'aux participants de TMVS ;

Considérant qu'il ressort à suffisance du dossier précité que l'autonomie des partenaires participants est pleinement respectée ;

Vu l'apport en capital et les modalités de paiement prescrites telles que décrites dans le dossier d'adhésion ;

Considérant que Madame Saliha Raiss, échevine en charge des Travaux publics, en tant que membre effectif, et Monsieur Olivier Mahy, échevin en charge du Logement, en tant que suppléant, représenteront la Commune de Molenbeek-Saint-Jean à l'assemblée générale à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) ;

Considérant que l'adhésion à la TMVS doit être maintenue jusqu'en 2035;

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer, au plus tard le 29 décembre 2023, à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS), selon les statuts de la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services et selon le dossier d'adhésion joint en annexe de la présente délibération pour en faire partie intégrante ;

Article 2 :

De communiquer la présente décision à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) ;

Article 3 :

De désigner Madame Saliha Raiss, échevine en charge des Travaux publics, en tant que membre effectif, et Monsieur Olivier Mahy, échevin en charge du Logement, en tant que suppléant, à l'assemblée générale à la Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS).

Article 4:

De prévoir 4.750 EUR à l'article 1040/816-51 du budget extra-ordinaire de l'exercice 2024.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overheidsopdrachten - Toetreding tot de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) voor de toegang tot de Aankoopcentrale CREAT.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet ;

Overwegende dat de instellingen die onderworpen zijn aan de wetgeving op overheidsopdrachten worden geconfronteerd met steeds meer complexe technisch-administratieve vraagstukken en dat er steeds meer eisen worden gesteld op het vlak van de specifieke kennis van de verschillende aspecten van deze materie ;

Overwegende dat een samenwerking tussen aanbestedende overheden inzake overheidsopdrachten positieve synergieën kan teweegbrengen op het vlak van human resources, van competenties voor de formalisering van overheidsopdrachten en schaafeffecten kan genereren op de prijzen van de bekomen opdrachten ;

Gelet op het aanbod van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS), een dienstverlenende intergemeentelijke vereniging opgericht in 2017 en waarvan het toetredingsdossier in bijlage wordt toegevoegd ;

Gelet op het feit dat de dienstverlening van TMVS enkel kan aangeboden worden aan de deelnemers van de TMVS ;

Overwegende dat uit voornoemd dossier blijkt dat de autonomie van de deelnemende partners ten volle wordt gerespecteerd ;

Gelet op de kapitaalsinbreng en de voorgeschreven betalingsmodaliteiten zoals beschreven in het toetredingsdossier ;

Overwegende dat Mevrouw Saliha Raiss, afgevaardigde schepen van Openbare werken, als effectief lid, en Mijnheer Olivier Mahy, afgevaardigde schepen van Huisvesting, als vervanger, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek zal vertegenwoordigen van de algemene vergadering van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS);

Overwegende dat de toetreding tot de TMVS tot 2035 moet behouden blijven;

BESLIST :

Artikel 1 :

Op ten laatste 29 december 2023 toe te treden tot de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS), volgens de modaliteiten vastgelegd in de statuten van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services en volgens het toetredingsdossier dat als bijlage aan onderhavig besluit wordt toegevoegd om er integraal deel van uit te maken;

Artikel 2:

De onderhavige beslissing aan de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS) mee te delen ;

Artikel 3:

Mevrouw Saliha Raiss, afgevaardigde schepen van Openbare werken, als effectief lid, en Mijnheer Olivier Mahy, afgevaardigde schepen van Huisvesting, als vervanger, voor te dragen van de algemene vergadering van de Tussengemeentelijke Maatschappij voor Services (TMVS).

Artikel 4:

4.750 EUR te voorzien op artikel 1040/816-51 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés communales - Opération Ré-création - Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et Bruxelles Environnement concernant les travaux de verdurisation de la cour de récréation de l'école communale n° 14 sise rue de la Flûte Enchantée 30 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean - Avenant à la convention et demande de subside pour les dispositifs de gestion intégrée des eaux pluviales.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal du 26 décembre 2022 :

Article 1 :

D'approuver la convention relative à la subvention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et Bruxelles Environnement dans le cadre de l'Opération Ré-création concernant les travaux de verdurisation de la cour de récréation de l'école communale n° 14 sise rue de la Flûte Enchantée 30 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

D'approuver le protocole organisationnel dans le cadre de l'Opération Ré-création stipulant les travaux de collaboration entre les deux parties.

Vu la proposition d'avenant émanant de Bruxelles Environnement afin de permettre le bon déroulement du projet subsidié comprenant les modifications suivantes :

Article 3 :

La période à subsidier prend cours le 01/01/2023 et est prolongée jusqu'au 20/12/2025.

Article 8 : les pièces justificatives et les preuves de paiement seront introduits au plus tard le 20 décembre 2025

Considérant que La Gestion intégrée des eaux pluviales s'est avérée plus impactante sur le montant total des travaux et qu'un montant supplémentaire de 20.000 € a été réservé par Bruxelles Environnement pour financer ces dispositifs ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'avenant à la convention relative à la subvention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et Bruxelles Environnement dans le cadre de l'Opération Ré-création concernant les travaux de verdurisation de la cour de récréation de l'école communale n° 14 sise rue de la Flûte Enchantée 30 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Article 2 :

D'introduire la demande de subside pour les dispositifs de gestion intégrée des eaux pluviales auprès de Bruxelles Environnement.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke eigendommen - Operatie Re-creatie –
Samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek en Leefmilieu Brussel betreffende de vergroeningswerken op de speelplaats van de franstalige gemeenteschool nr 14 gelegen Toverfluitstraat 30 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek - Aanhangel aan de overeenkomst en subsidieaanvraag indienen bij**

Leefmilieu Brussel voor geïntegreerde regenwaterbeheersystemen.

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Gemeenteraad van 26 december 2022:

Artikel 1 :

Kennis te nemen van de overeenkomst tussen de Gemeente en Leefmilieu Brussel betreffende de toelage in verband met de vergroeningswerken op de speelplaats van de franstalige gemeenteschool nr 14 gelegen Toverfluitstraat 30 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek en deze goed te keuren ;

Artikel 2 :

Kennis te nemen van het organisatieprotocol van Operatie Re-creatie waarin de samenwerking tussen beide partijen wordt vastgelegd en deze goed te keuren.

Gezien het aanhangselvoorstel van Leefmilieu Brussel voor het goede verloop van het gesubsidieerde project, met inbegrip van de volgende wijzigingen:

Artikel 3:

De te subsidiëren periode loopt 01/01/2023 tot en met 20/12/2025.

Artikel 8:

de bewijsstukken en hun betalingsbewijs moeten uiterlijk 20 december 2025 worden ingediend.

Overwegende dat geïntegreerd regenwaterbeheer een grotere impact blijkt te hebben op de totale kosten van de werken en dat een extra bedrag van €20.000 door Leefmilieu Brussel is gereserveerd om deze maatregelen te financieren;

Gezien artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het aanhangsel van de overeenkomst tussen de Gemeente en Leefmilieu Brussel betreffende de toelage in verband met de vergroeningswerken op de speelplaats van de franstalige gemeenteschool nr 14 gelegen Toverfluitstraat 30 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren ;

Artikel 2 :

Een subsidieaanvraag indienen bij Leefmilieu Brussel voor geïntegreerde regenwaterbeheersystemen.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0019

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse

Enseignement néerlandophone - Utilisation du système d'enregistrement des inscriptions - Année scolaire 2024-2025 et suivantes - Convention entre AGODI et l'Administration Communale de Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd

Nederlandstalig onderwijs - Gebruik Aanmeldingssysteem inschrijvingen - Schooljaar 2024-2025 en volgende - Overeenkomst tussen AGODI en het

Gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gezien het LOP Brussel AGODI (Agentschap voor Onderwijsdiensten) inlichtte over het samenwerkingsinitiatief voor het gebruik van het aanmeldingssysteem voor de inschrijvingen van het schooljaar 2024-2025; Gezien het LOP Brussel gebruik zal maken van het aanmeldingssysteem dat AGODI ter beschikking stelt van initiatiefnemers van een aanmeldingsprocedure voor de inschrijvingen voor het schooljaar 2024-2025;

Gezien dat het Decreet Basisonderwijs de schoolbesturen verplichtten om gebruik te maken van een aanmeldingsprocedure in de gevallen dat zij voor de inschrijvingen vanaf schooljaar 2023-2024 leerlingen willen weigeren op basis van capaciteit;

Gelet op het feit dat schoolbesturen kunnen kiezen op welke manier ze het digitaal aanmelden wensen te organiseren;

Gezien dat een van de mogelijkheden het gebruikmaken is van het aanmeldingssysteem dat AGODI ter beschikking stelt;

Aangezien het aanmeldingssysteem van AGODI zodanig is ontworpen dat elke initiatiefnemer van een aanmeldingsprocedure, in casu het LOP Brussel, het systeem kan aanpassen aan eigen keuzes (i.e. parametriseren);

Aangezien de kenmerken en schoolvoorkeuren van de aangemelde leerlingen decentraal verzameld worden;

Gezien AGODI aldus geen toegang tot de persoonsgegevens heeft.

Gezien ook het ordenen en toewijzen van leerlingen decentraal gebeurt op basis van het door de initiatiefnemer gekozen algoritme; Gezien dat, in geval dat het schoolbestuur opteert voor het aanmeldingssysteem van AGODI, het schoolbestuur en AGODI gezamenlijke verwerkingsverantwoordelijken zijn in de zin van artikel 26 Algemene Verordening Gegevensbescherming ('AVG'), vermits zij gezamenlijk het doel en de middelen van het van het aanmeldingssysteem dat ter beschikking wordt gesteld door AGODI vaststellen, alsook de verwerking van persoonsgegevens bepalen;

Gezien dat zowel de schoolbesturen als AGODI verantwoordelijk zijn voor het ordentelijk bijhouden en verwerken van persoonsgegevens in het kader van de algemene gegevensverwerking;

Gezien bijkomend het schoolbestuur en AGODI in de voorliggende overeenkomst de in artikel 26 AVG opgenomen onderwerpen, zoals opgevat in Richtsnoeren door de EDPB (European Data Protection Board) bepalen;

Gezien AGODI aan de schoolbesturen de onderlinge regeling over het gebruik van het aanmeldingssysteem voor de inschrijvingen voor het schooljaar 2024-2025 en volgende bezorgd heeft;

Gezien dat, behoudens tegenbericht binnen de veertien kalenderdagen vanwege het schoolbestuur, na ontvangst van de overeenkomst via aangetekend zending, AGODI ervan uitgaat dat het schoolbestuur stilzwijgende akkoord gaat met de inhoud van de overeenkomst;

Gezien deze overeenkomst kosteloos en van rechtswege wordt ontbonden geacht veertien kalenderdagen na de dag waarop het schoolbestuur via een schriftelijke kennisgeving aan AGODI laat weten niet langer gebruik te zullen maken van het aanmeldingssysteem;

Gezien het nazicht van de dienst onderwijs, waarbij de dienst, op voorstel en akkoord van het LOP Brussel, akkoord gaat met de inhoud van de overeenkomst;

Gelet de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988;
Gelet op het decreet basisonderwijs van 25 februari 1997;
Gezien het schoolbestuur de volgende scholen heeft voor gewoon Nederlandstalig basisonderwijs:

- GBS Ket & CO, Jean-Baptiste Decockstraat 54;
- GBS De Knipoog, Zaadstraat 30;
- GBS Windroos, Kortrijkstraat 52;
- GBS Paloke, Ninoofsesteenweg 1001;
- GBS Regenboog, Ulensstraat 83;

Gezien voor deze scholen een aanmeldingssysteem noodzakelijk is;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst in bijlage, tussen AGODI, Agentschap voor Onderwijsdiensten, en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, betreffende het gebruik van het aanmeldingssysteem, dat door AGODI ter beschikking wordt gesteld, voor de inschrijvingen van de leerlingen voor de vijf Nederlandstalige gemeentelijke basisscholen voor het schooljaar 2024-2025 en volgende, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0020 **Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse**
Enseignement néerlandophone - Reforme Brede School - Juillet 2024 -
Convention VGC-Commune Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.
30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig onderwijs - Hervorming Brede School - Juli 2024 - Convenant
VGC-Gemeente Sint-Jans-Molenbeek

DE RAAD,

Gelet op de beleidsdoelstelling 2 van de Vlaamse Gemeenschaps Commissie : Brussel is een kind- en jeugd vriendelijke stad. Actieplan 2.6: we hervormen de bredeschoolwerking om nog meer kinderen, jongeren en gezinnen te bereiken in Brussel. Actie 2.6.2: Brede Scholen werken via een buurtgericht netwerk aan ontwikkelingskansen van kinderen en jongeren in een brede leer- en leefomgeving. Brede scholen blijven ook een belangrijke hefboom voor kinderen

en jongeren in kansarmoede;

Gezien in dit kader, de Vlaamse Gemeenschaps Commissie VGC is overgegaan tot de hervorming van alle Brede Scholen en dat deze hervorming niet alleen een inbedding van de Brede School binnen de gemeentelijke structuren van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest behelst, maar ook een nieuwe berekening van subsidie en cofinanciering omvat;

Gezien er een transitieperiode is voorzien voor 2023-2024 om de overstap naar het nieuwe subsidiekader te faciliteren.;

Gelet dat de huidige Brede Scholen van Sint-Jans-Molenbeek zijn ingebed in De Molenketjes vzw en in D'Broej vzw met 2,5 vte coördinatoren;

Gezien vanaf 1 juli 2024 het werkgeverschap volledig verandert voor de 2,5 vte Brede School-coördinatoren naar de gemeentelijke administratie en de nieuwe werkgever, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, de volledige subsidie binnen het nieuwe subsidiekader zal ontvangen en dit per kalenderjaar;

Gelet dat de subsidies voor de Brede Scholen worden berekend op basis van de leerlingwaarde (aantal leerlingen per vestigingsplaats van een school vermenigvuldigt met de onderwijs kansarmoede-indicator - OKI) van de vestigingsplaatsen van de Nederlandstalige basisscholen en 1e graad secundair onderwijs. Gebaseerd op de meest recente februaritelling van 2023 (leerlingenkenmerken van het schooljaar 2021-2022), komt de totale leerlingwaarde in Sint-Jans-Molenbeek neer op 10.952. De VGC voorziet hiervoor een subsidie voor 3,5 vte ;

Gezien de subsidie voor 1 vte 65.000,00 euro is, de subsidie voor 0,5 vte 32.500,00 euro is. In 2024 komt de subsidie Brede School voor Sint-Jans-Molenbeek vanwege de VGC neer op 113.750,00 euro en deze voor 2025, 227.500,00 euro bedraagt ;

Gelet dat de gevraagde cofinanciering door de VGC vanwege de gemeente voor de lokale bredeschoolwerking 10.000,00 euro bedraagt voor 1 vte en 5.000,00 euro voor 0,5 vte, voor een volledig kalenderjaar. De verwachte cofinanciering voor 2024 op 17.500,00 euro komt en voor 2025 deze neerkomt op 227.500,00 euro;

Gezien de VGC een verdeling binnen het gemeentelijk territorium heeft uitgewerkt (zie bijlage2) gebaseerd op de leerlingenaantallen en aantal leerlingen in armoede (leerlingwaarde), de geografische spreiding van de scholen, het aantal scholen en hun vestigingsplaatsen en netoverschrijdend;

Gelet dat de huidige 2,5 vte Brede School Molenbeek BROM-coördinatoren gemeentelijk personeel worden, met behoud van hun anciënniteit en met toepassing van de arbeidsvoorwaarden van het gemeentepersoneel;

Gelet op de aanwerving van een bijkomende BROM-coördinator door de gemeentelijke soft-RH i.s.m. de dienst Nederlandstalig onderwijs in de loop van 2024;

Gelet dat de werking en transitie van de Brede Scholen Molenbeek zonder onderbreking moet voortgaan, worden de BROM-coördinatoren ondergebracht in De Molenketjes vzw en dit wordt vastgelegd in een Samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente en de Molenketjes vzw;

Gelet dat dit ook zo vermeld staat in de Beheersovereenkomst tussen de gemeente en de vzw, onder art. 3 – Beleidsvisie van de gemeente: ... “het aantal plaatsen in buitenschoolse opvang (Brede School) te vermeerderen en de oprichting ervan op het geheel van het gemeentelijk grondgebied te bevorderen.” ...

BESLUT:

Artikel 1:

De VGC-subsidie, voor 2024 ten bedrage van 113.750,00 euro en voor 2025 ten bedrage van 227.500,00 euro, in te schrijven in de gemeentelijke begroting, om de uitgave vanaf 1 juli 2024 voor 3,5 vte BROM-coördinator te financieren;

Artikel 2:

De huidige 2,5 vte BROM-coördinatoren in te bedden in het gemeentelijke

personeelsbestand met toepassing van de gemeentelijke arbeidsvoorwaarden en over te gaan tot de aanwerving van 1 vte bijkomende BROM-coördinator;

Artikel 3:

De gevraagde co-financiering, voor 2024 ten bedrage van 17.500,00 euro en voor 2025 ten bedrage van 35.000,00 euro in te schrijven in de begroting, deze in te bedden onder het gebruik van de gemeentelijke (sport)infrastructuren alsmede binnen de werkingskosten van de dienst Nederlandstalig onderwijs en deze laatste te gelasten met de opvolging van deze uitgaven;

Artikel 4:

Het bijgevoegde modelconvenant VGC-Sint-Jans-Molenbeek alsmede bijlage 2, verdeling Brede scholen, goed te keuren en te ondertekenen;

Artikel 5:

De dienst Nederlandstalig onderwijs te gelasten met de opstelling van een samenwerkingsakkoord tussen de Molenketjes vzw en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek ifv het inzetten van de BROM-coördinatoren.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0021

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement néerlandophone - Emplois vacants pour les nominations au
01.01.2024.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Nederlandstalig onderwijs - De vacantverklaring bij de benoeming in
wervingsambt op 01.01.2024.

DE RAAD,

Gelet op het decreet van 27 maart 1991 betreffende de rechtspositie van sommige personeelsleden van het gesubsidieerd onderwijs en de gesubsidieerde centra voor leerlingenbegeleiding;

Gezien de laatste wijziging op 31/08/2023 van de omzendbrief 13CC/VB/ML waarbij de vacante betrekkingen vóór 15 november moeten worden meegedeeld aan alle personeelsleden;

Gelet op het artikel 35 van het hierboven vermeld decreet betreffende de voorrangsmatregelen;

BESLUIT:

Enig Artikel :

de volgende betrekkingen vacant te verklaren aan de Nederlandstalige basisscholen op datum van 15 oktober 2023:

School WINDROOS :

4u vacante betrekking kleuteronderwijzer
1u vacante betrekking lager onderwijzer
1u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
0u vacante betrekking katholieke godsdienst
12u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
10u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)
0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
15u vacante betrekking zorgcoördinator (HOKT)
2u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

School REGENBOOG :

0u vacante betrekking kleuteronderwijzer
54u vacante betrekking lager onderwijzer
0u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
0u vacante betrekking katholieke godsdienst
6u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking anglicaanse godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
21u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)
0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
11u vacante betrekking beleidsondersteuner
6u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

School KET & CO :

52u vacante betrekking kleuteronderwijzer
84u vacante betrekking lager onderwijzer
0u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
32u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
0u vacante betrekking katholieke godsdienst
16u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
10u vacante betrekking kinderverzorging
0u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
34u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)

0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
4u vacante betrekking israëlitische godsdienst
8u vacante betrekking beleidsondersteuner
4u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

School PALOKE :

77u vacante betrekking kleuteronderwijzer
46u vacante betrekking lager onderwijzer
15u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
12u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
10u vacante betrekking katholieke godsdienst
14u vacante betrekking islamitische godsdienst
0u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
0u vacante betrekking kinderverzorging
14u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)
0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
0u vacante betrekking beleidsondersteuner
0u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

School DE KNIPOOG :

68u vacante betrekking kleuteronderwijzer
74u vacante betrekking lager onderwijzer
0u vacante betrekking OKAN (anderstalige nieuwkomers)
0u vacante betrekking lichamelijke opvoeding
0u vacante betrekking katholieke godsdienst
18u vacante betrekking islamitische godsdienst
10u vacante betrekking protestantse godsdienst
0u vacante betrekking orthodoxe godsdienst
0u vacante betrekking zedenleer
12u vacante betrekking kinderverzorging
20u vacante betrekking administratief medewerker
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)
0u vacante betrekking aanvangsbegeleiding
3u vacante betrekking beleidsondersteuner
6u vacante betrekking aanvullende lestijden kerntaak

Scholengemeenschapsinstelling :

0u vacante betrekking directeur coördinatie-SG
0u vacante betrekking beleidsondersteuner
0u vacante betrekking ICT-coördinator
0u vacante betrekking zorgcoördinator (HOLT)

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Cellule Habitat - Conseil Consultatif du Logement (Molenbeek-Saint-Jean) -
Rapport annuel d'activité 2022-2023.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 3, § 8, du Règlement d'Ordre Intérieur du Conseil Consultatif du Logement (ci-après CCL) approuvé lors de la séance du Conseil Communal du 16.12.2015;

Considérant que le Conseil Communal est informé des travaux du CCL par un rapport annuel couvrant une période identique à celle du rapport annuel communal; que ce rapport d'activité a été préparé par la Secrétaire du CCL et approuvé par le CCL avant d'être transmis au Conseil communal;

Considérant que le CCL a adopté son rapport d'activités par voie électronique le 01.12.2023 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 07.12.2023;

Prendre acte du rapport annuel d'activités 2022-2023 du Conseil Consultatif du Logement de Molenbeek-Saint-Jean.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil prend acte.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Habitat Cel - Adviesraad voor Huisvesting (Sint-Jans-Molenbeek) - Jaarverslag
van de activiteiten 2022-2023.**

DE RAAD,

Gelet op artikel 3, § 8, van het Huishoudelijk Reglement van de Adviesraad voor Huisvesting (lager ARH), goedgekeurd in zitting van de Gemeenteraad van 16.12.2015;

Overwegende dat de Gemeenteraad wordt geïnformeerd over de werkzaamheden van de ARH via een jaarverslag van de activiteiten die een zelfde periode betreft als het jaarverslag van de Gemeente; dat dit verslag wordt voorbereid door de Secretaresse van de ARH, goedgekeurd van de ARH en nadien overgemaakt aan de Gemeenteraad; Overwegende dat de AHR zijn jaarverslag op 01.12.2023 elektronisch aangenomen heeft;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 07.12.2023;

Neemt akte van het jaarverslag 2022-2023 van de Adviesraad voor Huisvesting van de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad neemt akte.

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Petite enfance - Crèche "Les petites alouettes" - Initiation aux soins pédiatriques
- Approbation de la convention.

LE CONSEIL,

Vu l'ordre de service 393 envoyé le 27.10.23, rappelant que les conventions soumises à la signature doivent être accompagnées de la délibération du Conseil Communal les approuvant ;

Vu que la crèche "Les petites alouettes" n'a plus eu de recyclage en secourisme depuis plusieurs années ;

Considérant qu'un module "Initiation aux soins pédiatriques en 6 heures" subsidié via l'ONE, a été attribué par l'asbl "Save My Life" le 29.09.23 ;

Considérant que la convention est établie entre "Save My Life" asbl et la crèche "Les petites alouettes" représentée par l'Administration Communale de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les informations pratiques, tarifaires et d'annulation sont définies dans la convention ;

Considérant que ce module subsidié par l'ONE est totalement gratuit, hors frais de parking éventuels des intervenant(e)s ;

Considérant que d'après la convention, le module sera donné le 25.03.24 de 9h00 à 15h30 ;

Considérant qu'un nombre minimum de 8 et maximum de 15 participant(e)s est exigé ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention ci-annexée de "Save My Life" – Initiations aux soins pédiatriques liée à la crèche "Les petites alouettes".

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Kinderopvang - Kinderdagverblijf "Les petites alouettes" - Inleiding tot de
pediatrische zorg - Goedkeuring van de overeenkomst.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.

Hicham Chakir quitte la séance / verlaat de zitting.

Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE quitte la séance / verlaat de zitting.

Joke Vandenbempt quitte la séance / verlaat de zitting.

Mohammed Kalandar quitte la séance / verlaat de zitting.

Département Finances

Finances - Budget communal de l'exercice 2024 - Arrêt de crédits provisoires pour le 1er trimestre 2024

LE CONSEIL,

Considérant que le budget communal de l'exercice 2024 ne sera pas voté par le Conseil communal avant le 1er janvier 2024 ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de voter des crédits provisoires, afin d'assurer la bonne marche de l'administration, conformément à l'article 14 du Règlement Général de la Comptabilité Communale ;

Considérant que ces crédits provisoires ne pourront excéder, par mois, le douzième du crédit budgétaire de l'exercice précédent ;

Considérant que cette restriction n'est pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel communal et au paiement des primes d'assurances et des taxes ;

Considérant que les crédits provisoires ne concernent que les dépenses relatives au budget ordinaire et excluent, de ce fait, l'engagement de dépenses relatives au budget extraordinaire ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 07.12.2023 ;

DECIDE :

Article unique :

D'arrêter les crédits provisoires pour le 1er trimestre 2024.

Le Conseil approuve le point.

25 votants : 16 votes positifs, 9 abstentions.

Departement Financiën

Financiën - Gemeentebegroting van het dienstjaar 2024 - Vaststelling van voorlopige kredieten voor het eerste trimester 2024

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeentebegroting van het dienstjaar 2024 niet aan de Gemeenteraad zal voorgelegd worden voor 1 januari 2024;

Overwegende dat het nodig is voorlopige kredieten te stemmen teneinde de goede werking van de gemeente te garanderen, overeenkomstig artikel 14 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit;

Overwegende dat deze voorlopige kredieten mogen, per maand, niet meer bedragen dan een twaalfde van het begrotingskrediet van het vorige dienstjaar;

Overwegende dat deze beperking niet van toepassing is op de uitgaven betreffende de wedden van het gemeentepersoneel en het betalen van verzekeringspremies en belastingen;

Overwegende dat de voorlopige kredieten alleen betrekking hebben op de uitgaven van de gewone dienst en dat hierdoor de uitgaven betreffende de buitengewone dienst niet mogen aangewend worden;

Op voorstel van het College van burgemeester en Schepenen d.d. 07.12.2023;

BESLUIT:

Enig artikel:

Voorlopige kredieten vast te stellen voor het eerste trimester 2024.

De Raad keurt het punt goed.

25 stemmers : 16 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Département Finances
Taxes communales - Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques -
Renouvellement pour 2024.

LE CONSEIL,

Vu les articles 117, 252 et 260 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment les articles 464 à 470 ;

Vu la circulaire du 24 juillet 2023 concernant l'élaboration des budgets communaux pour l'exercice 2024 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article 1

Il est établi, pour l'exercice 2024, une taxe additionnelle communale à l'impôt des personnes physiques à charge des habitants du Royaume qui sont imposables dans la commune.

Article 2

La taxe reste fixée à SIX VIRGULE TROIS POUR CENT (6,3 %) de la base de calcul déterminée conformément aux articles 466 à 466bis du code des impôts sur les revenus 1992.

Article 3

L'établissement et la perception de la taxe communale additionnelle sont confiés à l'administration en charge de l'établissement des impôts sur les revenus et à celle en charge de la perception et du recouvrement des impôts sur les revenus, aux conditions et suivant les modalités déterminées par le Roi.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

25 votants : 25 votes positifs.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting -
Vernieuwing voor 2024.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 117, 252 en 260 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, vooral de artikelen 464 tot 470;

Gelet op de omzendbrief dd. 24 juli 2023 houdende de opmaak van de gemeentelijke begrotingen voor het dienstjaar 2024;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de

gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;
Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;
Op voorstel van het van het Schepencollege;

BESLIST:

Artikel 1

Er wordt gevestigd, voor het dienstjaar 2024, een aanvullende gemeentebelasting op de personenbelasting ten laste van de rijksinwoners die belastbaar zijn in de gemeente.

Artikel 2

De belasting blijft vastgesteld op ZES KOMMA DRIE PERCENT (6,3%) van de berekeningsbasis bepaald overeenkomstig artikels 466 en 466bis van het Wetboek van inkomstenbelastingen 1992.

Artikel 3

De vestiging en de inning van de aanvullende belastingen op de personenbelasting worden toevertrouwd aan de administratie belast met de vestiging van de inkomstenbelastingen en deze belast met de inning en de invordering van de inkomstenbelastingen, onder de voorwaarden en volgens de regelen die de Koning bepaalt.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting.

Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE entre en séance / treedt in zitting.

Mohammed Kalandar entre en séance / treedt in zitting.

20.12.2023/A/0026

Département Finances

**Taxes communales - Taxe additionnelle au précompte immobilier -
Renouvellement pour 2024.**

LE CONSEIL,

Vu le Code des Impôts sur les revenus 1992, notamment l'article 464, 1° ;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment les articles 117 et 260 ;

Vu sa délibération du 15 février 2023, arrêtant le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier pour l'exercice 2023 ;

Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

DECIDE :

Article unique :

Il sera perçu pour l'exercice 2024, au profit de la commune TROIS MILLE HUIT CENT NONANTE (3890) centimes additionnels communaux au précompte immobilier.

Expédition de la présente délibération sera transmise à l'Autorité de Tutelle.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 21 votes positifs, 7 votes négatifs.

Departement Financiën

Gemeentebelastingen - Opcentiemen bij de onroerende voorheffing - Vernieuwing voor 2024.

DE RAAD,

Gelet op het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992, voornamelijk het artikel 464, 1°;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, voornamelijk artikelen 117 en 260;

Gelet op zijn beraadslaging van 15 februari 2023 , tot bepaling van het aantal opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2023;

Overwegende dat het doel dat door deze belasting wordt nagestreefd, is om aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek de financiële middelen te verschaffen die noodzakelijk zijn om haar taken en beleidsmaatregelen te kunnen uitvoeren, alsook om haar financieel evenwicht te waarborgen;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Op voorstel van het Schepencollege;

BESLIST :

Enig artikel :

Voor het dienstjaar 2024 zullen ten bate van de gemeente DRIEDUIZEND ACHTHONDERD NEGENTIG (3890) opcentiemen bij de onroerende voorheffing worden geheven.

Verzending van de onderhavige beraadslaging zal aan de Toezichthoudende Overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 21 positieve stemmen, 7 negatieve stemmen.

20.12.2023/A/0027

**Département Développement Durable et Espaces Publics
Plantations - Déclassement du matériel 2023.**

LE CONSEIL,

Considérant que le Service des Plantations dispose quelque matériel mis en fonction epuis plus de 10 ans devenu défectueux/hors service, suite aux coûts élevés ccasionnés par les nombreuses pannes et réparations que celui-ci nécessite;

Considérant qu'une remise en état complète dudit matériel n'est pas envisageable ;
Considérant que ce matériel est obsolète et ne répond plus aux normes de sécurité et d'hygiène actuelles ;
Considérant qu'il y a lieu de procéder au déclassement du matériel vétuste/hors service isé ci-dessous;

- 1 tondeuse Marque KUBOTA model G 21 châssis n°15105 **déclassement économique**
- 1 tondeuse Marque ISEKI model SGR 22 châssis n°210075 **déclassement technique**
- 1 tondeuse Marque HONDA model MZBU châssis n°8389674 **déclassement économique**
- 1 tondeuse Marque GIANNI FERRARI model 2V78-TA châssis n°3050 **déclassement technique**
- 1 tracteur Marque JIMMA model JM 164 châssis n°13120100237 **déclassement technique**
- 1 broyeur Marque VAN DAEL model TV-150-DIE châssis n° 5000247 **déclassement économique**
- 1 combi Marque STIHL model KM101R châssis n°509921024 **déclassement économique**
- 1 souffleuse Marque STIHL model BR 600 châssis n°5093155635 **déclassement économique**
- 1 souffleuse Marque STIHL model BR 600 châssis n°55093155632 **déclassement économique**
- 1 souffleuse Marque STIHL model BR 600 châssis n°287880568 **déclassement économique**
- 1 souffleuse Marque STIHL model BR 600 châssis n°5089033015 **déclassement économique**
- 1 souffleuse à roue Marque BILLY GOAT model QB1304HBW châssis n°61301099 **déclassement technique**
- 1 souffleuse à roue Marque BILLY GOAT model QB1304HBW châssis n° 61301106 **déclassement technique**

DECIDE :

Article unique :

De retirer ledit matériel du patrimoine communal et de passer à sa destruction via un collecteur agréé.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

**Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Beplantingen - Buitengebruikstelling van apparatuur 2023.**

DE RAAD,

Overwegende dat de dienst Beplantingen over materiaal beschikt dat al meer dan 10 jaar in dienst is en dat dit ondertussen defect/buiten dienst zijn, vanwege de hoge kosten ten gevolge van de vele pannes en nodige herstellingen die deze vergen;

Overwegende dat een volledige herstelling van het genoemde materiaal niet mogelijk is;

Overwegende dat dit materiaal verouderd is en niet meer voldoet aan de huidige veiligheids- en hygiënenormen;

Overwegende dat het noodzakelijk is om volgend, hieronder vermeld, verouderd/buiten dienst gezet materiaal te declasseren;

- 1 maaier Merk KUBOTA model G 21 chassis nr. 15105 **economische degradatie**
- 1 maaier Merk ISEKI model SGR 22 chassis nr. 210075 **technische declassificatie**
- 1 maaier Merk HONDA model MZBU chassis nr. 8389674 **economische degradatie**
 - 1 maaier Merk GIANNI FERRARI model 2V78-TA chassis nr. 3050 **technische declassificatie**
 - 1 tractor Merk JIMMA model JM 164 chassis nr. 13120100237 **technische declassificatie**
 - 1 breker Merk VAN DAEL model TV-150-DIE chassis nr. 5000247 **economische degradatie**
 - 1 combi Merk STIHL model KM101R chassis nr. 509921024 **economische degradatie**
 - 1 sneeuwblazer Merk STIHL model BR 600 chassis nr. 5093155635 **economische degradatie**
 - 1 sneeuwblazer Merk STIHL model BR 600 chassis nr. 55093155632 **economische degradatie**
 - 1 sneeuwblazer Merk STIHL model BR 600 chassis nr. 287880568 **economische degradatie**
 - 1 sneeuwblazer Merk STIHL model BR 600 chassis nr. 5089033015 **economische degradatie**
 - 1 Sneeuwblazer op 1 wielen Merk BILLY GOAT model QB1304HBW chassis nr. 61301099 **technische declassificatie**
 - 1 sneeuwblazer op wielen Merk BILLY GOAT model QB1304HBW chassis nr. 61301106 **technische declassificatie**

BESLIST :

Enig artikel :

Het hogervermeld materieel uit het gemeentelijk patrimonium te verwijderen en over te gaan tot de vernietiging ervan via een erkende verzamelaar.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Propreté publique/Charroi - Déclassement de VHU (véhicule hors d'usage).

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'arrêté relatif à la gestion des véhicules hors d'usage (VHU) du 15/04/2004 ;

Considérant que le Service Charroi dispose de deux véhicules défectueux dont les réparations dépasseraient la valeur de ceux-ci ;

Considérant que ces véhicules sont toujours couverts en matière d'assurance ;

Considérant que ces véhicules ne peuvent plus être utilisés conformément à leur destination originelle et qu'il y a lieu de les considérer comme des véhicules hors d'usage (VHU) ;

Considérant qu'un véhicule hors d'usage est un déchet dangereux soumis à une obligation de reprise ;

Considérant que 4 centres de dépollution et de recyclage des VHU seront contactés pour l'évacuation de ceux-ci et que la sélection se fera en priorité pour le centre qui évacuera les véhicules à ses frais voire contre une rétribution et qui évacuerait l'ensemble du lot ;

Considérant qu'il convient de procéder au déclassement et à l'évacuation des véhicules via un centre de dépollution et de recyclage ;

Considérant que les véhicules à déclasser sont les suivants :

Marque : Ford Transit (1 CTT 798)

Genre : Camionnette (type de carrosserie : BA Camion)

Cylindrée : 2198

Puissance : 92

N°de châssis : WF0FXXTTFFBM80969

Carburant : diesel

1ère mise en circulation :27/02/2012

Kilométrage :

Commentaires :

Reportage photographique : voir annexe

Marque : Fiat Ducato (1 XVW 851)

Genre : Camionnette (type de carrosserie : BB Camionnette)

Cylindrée : 1956

Puissance : 85

N°de châssis : ZFA25000002282868

Carburant : diesel

1ère mise en circulation :08/11/2012

Kilométrage : N/A

Commentaires : pas de moteur

Reportage photographique : voir annexe

DECIDE

Article 1 :

De retirer ledit matériel roulant du patrimoine communal et de passer à sa destruction via un centre de dépollution et de recyclage.

Article 2 :

D'inscrire la recette à l'article budgétaire 8750/161-03 de la Propreté publique

Le Conseil approuve le point.
28 votants : 28 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Openbare netheid/Voertuigen - Buitengebruikstelling van voertuigen (buiten gebruik).

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het decreet betreffende het beheer van autowrakken van 15/04/2004;

Overwegende dat de dienst Charroi twee defecte voertuigen heeft waarvan de reparatie de waarde zou overschrijden;

Overwegende dat deze voertuigen nog steeds gedekt zijn door een verzekering;

Overwegende dat deze voertuigen niet meer voor hun oorspronkelijke doel kunnen worden gebruikt en als autowrakken moeten worden beschouwd;

Overwegende dat autowrakken gevaarlijk afval zijn waarvoor een terugnameplicht geldt;

Overwegende dat voor de verwijdering van deze voertuigen contact zal worden opgenomen met 4 centra voor de verwijdering en recycling van autowrakken en dat voorrang zal worden gegeven aan het centrum dat de voertuigen op eigen kosten of tegen betaling verwijdert en de hele partij verwijdert;

Overwegende dat de voertuigen moeten worden ontmanteld en verwijderd via een depollutie- en recyclingcentrum;

Overwegende dat de buiten gebruik te stellen voertuigen zijn als volgt:

Merk: Ford Transit (1 CTT 798)

Type: bestelwagen (carrosserietype: BA Truck)

Cilinderinhoud: 2198

Vermogen: 92

Chassisnummer: WF0FXXTTFFBM80969

Brandstof : diesel

1ste inschrijving :27/02/2012

Kilometerstand :

Opmerkingen :

Fotoreportage : zie bijlage

Merk: Fiat Ducato (1 XVW 851)

Type: Bestelwagen (carrosserietype: BB Van)

Cilinderinhoud: 1956

Vermogen: 85

Chassisnummer: ZFA25000002282868

Brandstof : diesel

1ste inschrijving :08/11/2012

Kilometerstand : n.v.t.

Opmerkingen : geen motor

Fotoreportage: zie bijlage

BESLUIT

Artikel 1:

Genoemd rollend materieel te onttrekken aan het gemeentelijk vermogen en over te gaan tot vernietiging via een depollutie- en recyclingcentrum.

Artikel 2:

De opbrengst te boeken op begrotingspost 8750/161-03 van de afdeling Openbare Hygiëne.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0029

**Département Développement Durable et Espaces Publics
Propreté publique - Convention de collaboration entre l'asbl Recupel et
l'Administration communale.**

LE CONSEIL,

Considérant que l'asbl RECUPEL organise et coordonne depuis 2001 en Belgique la collecte et le traitement d'appareils électro usagés et des lampes, et ce de façon durable et économiquement efficace,

Considérant que l'asbl RECUPEL collabore avec des entreprises de traitement agréées, sélectionnées pour leur expérience au niveau du traitement écologique des appareils usagés, leur efficacité et les coûts,

Considérant que la collecte des appareils électriques et électronique s'effectue en étroite collaboration avec les commerçants ainsi qu'avec les communes et intercommunales,

Considérant que la signature de ce contrat n'engendre aucune dépense pour l'Administration Communale,

Considérant que pour le bien de l'environnement, l'Administration souhaite intégrer les "points de collecte" répertorié par RECUPEL,
Considérant que plusieurs bâtiments communaux et d'autres appartenant à l'asbl MOVE ont été sélectionnés,
Considérant qu'une concertation sera faite avec les différents services occupant les lieux pour une meilleure gestion logistique,

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention reprise en annexe engageant l'Administration à devenir un point de collecte RECUPEL.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte
Openbare nethheid - Samenwerkingsovereenkomst tussen de vzw Recupel en het gemeentebestuur.

DE RAAD,

Overwegende dat RECUPEL vzw sinds 2001 de inzameling en verwerking van afgedankte elektrische apparaten en lampen in België organiseert en coördineert op een duurzame en economisch efficiënte manier,

Overwegende dat RECUPEL vzw samenwerkt met erkende verwerkingsbedrijven, geselecteerd op basis van hun ervaring met de ecologische verwerking van afgedankte toestellen, hun efficiëntie en hun kosten,

Overwegende dat de inzameling van elektrische en elektronische apparaten gebeurt in nauwe samenwerking met de kleinhandelaars en met de gemeenten en intercommunales,

Overwegende dat de ondertekening van dit contract geen uitgaven met zich meebrengt voor het gemeentebestuur,

Overwegende dat het gemeentebestuur, in het belang van het milieu, de door RECUPEL opgesomde "inzamelpunten" wenst te integreren,

Overwegende dat verschillende gemeentelijke gebouwen en andere van de vzw MOVE werden geselecteerd,

Overwegende dat er overleg zal worden gepleegd met de verschillende diensten die de lokalen gebruiken om een beter logistiek beheer te garanderen,

BESLUIT :

Enig artikel:

De bijgevoegde overeenkomst goed te keuren die de Administratie ertoe verbindt een inzamelpunt van RECUPEL te worden.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés communales - Octroi d'un subside ponctuel aux associations actives
sur la Commune de Molenbeek-Saint-Jean en matière de logement - Exercice
2023.**

LE CONSEIL,

Vu le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides approuvé par le Conseil communal en sa séance du 23 mai 2018;

Considérant que la Commune a réservé au budget ordinaire de l'exercice 2023, à l'article 9220/332/02, un montant de 13.500,00 EUR en vue de soutenir les associations actives sur son territoire en matière de logement ;

Vu la demande de subside datée du 30 novembre 2023 dans laquelle Madame Carine Barthélemy, représentant l'asbl La Rue, située rue Ransfort, 61 à 1080 Bruxelles, numéro d'entreprise 0418 831 548, IBAN BE50 0682 0819 9918, sollicite un soutien financier 7.000,00 EUR pour un projet sur la thématique de la précarité énergétique et le confort thermique;

Vu la demande de subside datée du 30 novembre 2023 dans laquelle Monsieur Cedric Vaessen, représentant l'asbl Bonnevie Maison de Quartier Buurthuis vzw, située rue Bonnevie, 40 à 1080 Bruxelles, numéro d'entreprise 0416 630 935, IBAN BE34 0010 5585 4090, sollicite un soutien financier 6.750,00 EUR pour un projet sur la thématique de l'utilisation rationnelle de l'énergie;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 9220/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2023 ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

Article 1

D'allouer une somme de

- 6.750,00 EUR à l'ASBL La Rue et de verser la somme sur le compte bancaire BE50 0682 0819 9918 de l'association ;

- 6.750,00 EUR à l'ASBL Bonnevie Maison de Quartier Buurthuis vzw et de verser la somme sur le compte bancaire BE34 0010 5585 4090 de l'association ;

Article 2

De réserver la dépense à l'article 9220/332/02 (Logement – Subside aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2023.

La présente délibération sera transmise aux services de :

- Finances
- Caisse communale

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer

Gemeentelijke eigendommen - Toekenning van een eenmalige toelage aan de verenigingen actief in de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek inzake huisvesting - Dienstjaar 2023.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies aangenomen door de gemeenteraad, tijdens de zitting van 23 mei 2018;

Overwegende dat de Gemeente een bedrag van 13.500,00 EUR voor de ondersteuning van de verenigingen actief op haar grondgebied inzake huisvesting op artikel 9220/332/02 van de gewone begroting 2023 gereserveerd heeft;

Gelet op het volledige dossier ingediend op 30 november 2023, waarin Carine Barthélemy, vertegenwoordiger voor vzw La Rue, Ransfortstraat,61 - 1080 Brussel, bedrijfsnummer 0418 831 548, IBAN BE50 0682 0819 9918 een financiële steun van 7.000,00 EUR van de Gemeente vraagt voor een project over energiesarmoede en warmtecomfort;

Gelet op het volledige dossier ingediend op 30 november 2023, waarin Cedric Vaessen, vertegenwoordiger voor vzw Buurthuis Bonnevie Maison de Quartier asbl Ransfortstraat,61 - 1080 Brussel, bedrijfsnummer 0416 630 935, IBAN BE34 0010 5585 4090 een financiële steun van 6.750,00 EUR van de Gemeente vraagt voor een project over rationeel energiegebruik;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn op het artikel 9220/332/02 van de gewone begroting 2023;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Artikel 1

- Een bedrag van 6.750,00 EUR toe te kennen aan de Vzw La Rue en het bedrag te storten op de bankrekening BE50 0682 0819 9918 van de vereniging;

- Een bedrag van 6.750,00 EUR toe te kennen aan de Vzw Buurthuis Bonnevie Maison de Quartier asbl en het bedrag te storten op de bankrekening BE34 0010 5585 4090 van de vereniging;

Artikel 2

De uitgave te reserveren op artikel 9220/332/02 (Huisvesting – Subsidie aan organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2023.

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten:

- Dienst Boekhouding,
- Dienst Gemeentekas

Deze beslissing wordt overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Département Services généraux et Démographie
Action Sociale - Subside aux Organismes - Personnes âgées - Demande de
l'ASBL « Amicale des pensionnés socialiste ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 de la nouvelle loi communale ;
Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ;
Vu que les crédits sont disponibles à l'article 8340/332/02 - Subsidies aux organismes – Personnes âgées du budget ordinaire pour l'exercice 2023 ;
Vu la demande introduite par l'asbl « l'Amicale des pensionnés Socialiste de Molenbeek-Saint-Jean » en date du 30 octobre 2023 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside à L'AMICALE DES PENSIONNES SOCIALISTE, Place Jef Mennekens, 2/4 et qui a son local d'activités, rue des Quatre Vents 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean (N° d'entreprise : 0429.350.605) d'un montant de 5.000,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE88 0015 1383 4641.

Article 2:

D'engager la dépense à l'article 8340/332/02 - Subsidies aux organismes – Personnes âgées du budget ordinaire pour l'exercice 2023 ;

Expédition de la présente délibération sera transmise au services communaux concernés

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Sociale Actie - Subsidie voor organisaties voor senioren - Aanvraag van VZW «
Amicale des pensionnés socialiste de Molenbeek-St-Jean ».

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de reglement betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;
Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8340/332/02 - Subsidies aan organisaties – Senioren van de gewone begroting voor het jaar 2023;
Gezien het verzoek van de vzw "Amicale des pensionnés Socialiste de

Molenbeek-Saint-Jean” ingediend op datum van 30 oktober 2023;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage toe te kennen aan “L'AMICALE DES PENSIONNES SOCIALISTE”, Jef Mennekensplein, 2/4 en die zijn lokaal heeft in de Vierwindenstraat, 10 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek (ondernemingsnummer: 0429.350.605) ten bedrage van 5.000,00 EUR te storten op rekening IBAN BE88 0015 1383 4641.

Artikel 2:

De uitgaven aan te wenden op artikel 8340/332/02 - Subsidies aan organisaties – Senioren van de gewone begroting 2023;

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0032 **Département Services généraux et Démographie**
Action Sociale - Subsidies aux organismes - Personnes âgées - Demande de l'ASBL « Papy Boom ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 2° de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu que les crédits sont disponibles à l'article 8340/332/02 - Subsidies aux organismes – Personnes âgées du budget ordinaire pour l'exercice 2023;

Vu la demande introduite par l'ASBL « Papy Boom » introduite le 22 octobre 2023;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside à l'ASBL Papy Boom, avenue Avenue Carl Requette, 9/12 à 1080 Bruxelles, (N° d'entreprise 0664.875.612) d'un montant de 3.000,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE79 0689 3082 2333

Article 2 :

D'engager la dépense à l'article 8340/332/02 - Subsidies aux organismes – Personnes âgées du budget ordinaire pour l'exercice 2023.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services communaux concernés

Le Conseil approuve le point.
28 votants : 28 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Sociale Actie - Subsidie voor organisaties voor senioren - Aanvraag van de VZW
« Papy Boom ».

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de verordening betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;
Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8340/332/02 - Subsidies aan organisaties – Senioren van de gewone begroting voor het jaar 2023;
Gezien het verzoek van de “VZW Papy Boom” ingediend op datum van 22 oktober 2023;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage toe te kennen aan de VZW “Papy Boom, Carl Requettelaan, 9/12, 1080 Brussel (ondernemingsnummer: 0664 875 612) ten bedrage van 3.000,00 EUR te storten op rekening IBAN BE79 0689 3082 2333;

Artikel 2:

De uitgaven aan te wenden op artikel 8340/332/02 - Subsidies aan organisaties – Senioren van de gewone begroting 2023;

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten

De Raad keurt het punt goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0033 **Département Services généraux et Démographie**
Action Sociale - Subside aux organismes pour moins-valides - Demande de
L'ASBL « La Chaîne de l'Amitié ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 de la nouvelle loi communale ;
Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ;
Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 8330/332/02 - assistance aux moins valides du budget communal pour l'exercice 2023 ;
Vu la demande introduite par l'ASBL « La Chaîne de l'Amitié » introduite en

date du 24 octobre 2023;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside à l'ASBL « La Chaine de l'Amitié », Quai de Mariemont, 13-14 à 1080 Molenbeek-St-Jean (N° d'entreprise 0418 176 403) d'un montant de 8.000,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE26 0014 6463 5029.

Article 2 :

D'engager la dépense à l'article 8330/332/02 - assistance aux moins valides du budget communal pour l'exercice 2023.

Expédition de la présente délibération sera transmise au service communaux concerne

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Subsidie voor organisaties - Minder-Valide - Aanvraag van de VZW "De Vriendschapsschakel".

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de verordening betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8330/332/02 - Subsidies aan organisaties – Minder-Valide van de gewone begroting voor het jaar 2023;

Gezien het verzoek van de VZW "De Vriendschapsschakel " ingediend op datum van 24 oktober 2023;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage toe te kennen aan de VZW "De Vriendschapsschakel, Mariemontkaai, 13-14, 1080 Brussel (ondernemingsnummer: 0418 176 403) ten bedrage van 8.000,00 EUR te storten op rekening IBAN BE26 0014 6463 5029;

Artikel 2:

De uitgaven aan te wenden op artikel 8330/332/02 - Subsidies aan organisaties – Minder-Valide van de gewone begroting 2023;

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Département Services généraux et Démographie
Action Sociale - Subsidies aux organismes - Médecine Sociale et Préventive -
Demande de l'asbl « Service de Santé Mentale - D'Ici et d'Ailleurs »

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 2° de la nouvelle loi communale ;
Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;
Vu la loi du 14 novembre 1983, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;
Vu que les crédits sont disponibles à l'article 8710/332/02 - Subsidies relatives à la Médecine Sociale et Préventive aux organismes du budget ordinaire pour l'exercice 2023;
Vu la demande introduite par l'asbl « Service de Santé Mentale - D'Ici et d'Ailleurs » en date du 30 octobre 2023 ;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside à l'asbl « Service de Santé Mentale - D'Ici et d'Ailleurs », rue Fernand Brunfaut, 23 à 1080 Molenbeek-St-Jean (N° d'entreprise 457.996.089) d'un montant de 2.000,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE64 5230 8006 1552

Article 2 :

D'engager la dépense à l'article 8710/332/02 - Subsidies relatives à la Médecine Sociale et Préventive aux organismes du budget ordinaire pour l'exercice 2023.

Expédition de la présente délibération sera transmise au service communaux concerne

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Sociale Actie - Subsidie voor organisaties - Medische en preventieve gezondheid -
Aanvraag Vzw « Service de Santé Mentale - D'Ici et d'Ailleurs ».

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de verordening betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;
Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8710/332/02 -

Subsidies aan organisaties - Medische en preventieve gezondheid van de gewone begroting voor het jaar 2023;

Gezien het verzoek van de vzw « Service de Santé Mentale - D'Ici et d'Ailleurs » op datum van 30 oktober 2023;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage toe te kennen aan de Vzw « Service de Santé Mentale - D'Ici et d'Ailleurs », Fernand Brunfautstraat, 23, 1080 Brussel (ondernemingsnummer: 457 996 089) ten bedrage van 2.000,00 EUR te storten op rekening IBAN BE64 5230 8006 1552;

Artikel 2:

De uitgaven aan te wenden op artikel 8710/332/02 - Subsidies aan organisaties – Minder-Valide van de gewone begroting 2023;

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0035

Prévention et Vie Sociale

Prévention - Convention relative à l'octroi d'une subvention de 11 020 euros pour accompagnement et médiation de l'occupation temporaire conventionnée du site de Koninck pour l'année 2023.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;

Considérant les missions du service Prévention de la commune de Molenbeek-Saint-Jean, à savoir assurer la tranquillité et la coexistence pacifique des différents publics sur l'espace public, garantir la qualité de l'espace public, renforcer le lien social entre l'individu et la société et toucher les publics cibles les plus vulnérables ;

Considérant les missions du service de Médiation locale de la commune de Molenbeek-Saint-Jean faisant partie du Département Prévention;

Considérant que le service communal de médiation locale est amené à accompagner des conflits en lien avec l'espace public ;

Considérant la décision prise par le Collège en sa séance du 16 juillet 2020 d'insérer le dispositif mis en place pour les personnes sans abri au sein du service de médiation locale ;

Considérant l'occupation temporaire des migrants située Rue De Koninck 38 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans un bâtiment appartenant à Citydev et établie en ce lieu depuis le 1er février 2021, délai prolongé, moyennant avenants, une première fois jusqu'au 31 juillet 2023 et une seconde fois jusqu'au 31 mars 2024 ;

Considérant que l'approbation de l'avenant en Conseil communal du 18 octobre 2023 encadrant la prolongation du délai d'occupation jusqu'au 31 mars 2024 prévoit de mettre à disposition une personne de référence employée à mi-temps, à partir du mois de juillet 2023, sous réserve de percevoir un subside de la part de la Région ;

Etant donné l'Arrêté ministériel du 18 septembre 23 portant octroi d'une subvention de 11 020 euros à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour accompagnement et médiation de l'occupation temporaire conventionnée du site de Koninck pour l'année 2023;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver la Convention relative à l'octroi d'une subvention de 11 020 euros à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour accompagnement et médiation de l'occupation temporaire conventionnée du site de Koninck pour l'année 2023.;

Le Conseil approuve le point.
28 votants : 28 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Preventie - Overeenstemming over de toekenning van een subsidie van 11.020 euro ter ondersteuning en bemiddeling van de tijdelijke bezetting van de Koninck-site voor 2023.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming, aangezien dit punt niet op de agenda stond ;

Gezien de opdrachten van de dienst Preventie van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, namelijk de vrede en het vreedzaam samenleven van de verschillende publieken in de openbare ruimte verzekeren, de kwaliteit van de openbare ruimte garanderen, de sociale band tussen het individu en de samenleving versterken en de meest kwetsbare doelgroepen bereiken;

Gezien de opdrachten van de lokale ombudsdienst van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, die deel uitmaakt van de dienst Preventie;

Overwegende dat er een beroep wordt gedaan op de lokale bemiddelingsdienst om bijstand te verlenen bij conflicten in verband met de openbare ruimte;

Gezien het besluit van de Raad van 16 juli 2020 om de regeling voor daklozen op te nemen in de lokale ombudsdienst;

Gezien de tijdelijke bezetting van migranten gelegen aan de De Koninckstraat 38 in 1080 Sint-Jans-Molenbeek in een gebouw dat toebehoort aan Citydev en sinds 1 februari 2021 op deze locatie gevestigd is, een periode die door middel van wijzigingen een eerste keer verlengd wordt tot 31 juli 2023 en een tweede keer tot 31 maart 2024;

Overwegende dat de goedkeuring van het amendement van de gemeenteraad van 18 oktober 2023 dat de verlenging van de bezettingstermijn tot 31 maart 2024 regelt, voorziet in de terbeschikkingstelling van een deeltijds referentiepersoon vanaf juli 2023, onder voorbehoud van het ontvangen van een subsidie van het Gewest;

Gezien het ministerieel besluit van 18 september 23 tot toekenning van een subsidie van 11.020 euro aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor ondersteuning en bemiddeling bij de tijdelijke bezetting van de Koninck-site voor het jaar 2023;

BESLUIT:

Enig artikel:

De overeenkomst betreffende de toekenning van een subsidie van 11.020 euro aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de ondersteuning en de bemiddeling van de tijdelijke bezetting van de site Koninck voor het jaar 2023 goed te keuren;

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

20.12.2023/A/0036

Département Infrastructures et Développement urbain

Département infrastructures et Développement Urbain - Marché de travaux relatif à l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, des trottoirs et espaces publics ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean - Modification de l'estimation du lot 2 - CDC 23.006.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote à l'unanimité, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;

Vu la délibération du Conseil communal du 21 juin 2023 décidant :

Article 1 :

D'approuver et de faire sien les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché public de travaux relatif à l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, trottoirs et espaces publics (lot 1) ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean (lot 2) ;

Article 2 :

- D'approuver la dépense pour le lot 1 estimée à 2.534.691,48 EUR HTVA, soit 3.410.817,62 EUR TVA et marge de 11,21% comprises pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, et financée de la manière suivante :

Dénomination	Dépense				Mode de financement				
	Estimation HTVA	Marge HTVA	% Marge	Estimation TVA et marge comprises	Subside du Plan Triennal d'investissement 2022-2024 DC : 2826/2022	Subside du Fond régional pour l'amélioration de la sécurité routière DC : 934/2022	Subside du Contrat de Quartier Durable Autour du Parc de l'Ouest DC : 2966/2019	Emprunts CDD	Emprunts
•Rues Mommarts / du Jardinier •Rue Jennart / boulevard Léopold II •Avenues Carl Requette et Joseph Lemaire •Rues des Béguines / Henri Nogent •Rue Charles Mallis •Rues de la Laiterie / de Dilbeek •Rue de la Semence	1.534.845,78 €	184.181,49 €	12,00%	2.080.023,00 €		2.080.023,00 €			
Avenue de Roovere / Joseph Baeck - Abords du projet CDD Pythagoras	315.552,22 €	31.555,22 €	10,00%	420.000,00 €	190.783,49 €		197.617,42 €	10.400,92 €	21.198,17 €
Rue(s) indéterminée(s) : interventions en cas d'urgence, accidents, effondrements,....	684.293,48 €	68.429,35 €	10,00%	910.794,62 €					910.794,62 €
Total	2.534.691,48 €	284.166,06 €	11,21%	3.410.817,62 €	190.783,49 €	2.080.023,00 €	197.617,42 €	10.400,92 €	931.992,79 €

- D'approuver la dépense pour le lot 2 estimée à 15.025,45 EUR HTVA, soit 19.998,88 EUR TVA de 21% et marge de 10% comprises pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, et financée par emprunts,

dont les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023, sous réserve d'approbation de la première modification du budget communal de l'exercice 2023 par l'autorité de Tutelle ;

Article 3 :

- D'approuver la dépense globale pour le lot 1 estimée à 10.138.765,92 EUR HTVA, soit 13.643.270,48 EUR TVA de 21% et marge de 11,21% comprises pour une durée de 4 ans

dont les crédits nécessaires pour les 3 années suivantes seront prévus à chaque exercice budgétaire ;

- D'approuver la dépense globale pour le lot 2 estimée à 60.101,82 EUR HTVA, soit 79.995,52 EUR TVA de 21% et marge de 10% comprises pour une durée de 4 ans dont les crédits nécessaires pour les 3 années suivantes seront prévus à chaque exercice budgétaire ;

Article 4 :

De lancer le marché public de travaux pour l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, des trottoirs et espaces publics (lot 1) ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean (lot 2) via la procédure ouverte conformément à l'article 36, §1er de la loi du 17 juin 2016 et conformément à l'article 11, 1° de l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, soumise à la publicité belge et européenne ;

Copie de la présente délibération sera transmise au(x) service(s) suivant(s) : B4, B6, B33, B40 ainsi qu'à l'autorité de tutelle.

Vu la délibération du Conseil communal du 30 août 2023 décidant :

Article unique : D'approuver les modifications d'une disposition des clauses du cahier des charges, à savoir :

- pages 34-35 du cahier des charges administratif, point 5.6.1. A) "Révision des prix (art 38/7)" : formule de révision des prix.

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu à ce jour de modifier l'estimation de ce marché stock de travaux pour le lot 2 ;

Considérant que pour le lot 2, la dépense peut être (ré)estimée à 29.000 EUR TVAC au lieu de 19.998,88 TVAC pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, et financée par emprunts ;

Considérant que la dépense pour le lot 2 peut être (ré)estimée à 116.000 EUR TVAC au lieu de 79.995,52 EUR TVAC pour une durée de 4 ans, et financée par emprunts ;

Prend connaissance de l'estimation modifiée du marché ;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE:

Article 1

D'approuver la nouvelle estimation du lot 2 pour le marché stock de travaux relatif à l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, trottoirs et espaces publics ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean qui s'élève à 29.000 EUR TVAC au lieu de 19.998,88 TVAC pour une durée de 1 an reconductible 3 fois, et financée par emprunts dont les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023;

Article 2

D'approuver la nouvelle estimation du lot 2 pour le marché stock de travaux relatif à l'entretien, la réfection du revêtement hydrocarboné des voiries, trottoirs et espaces publics ainsi que la plantation d'arbres sur les voiries et espaces publics de la commune de Molenbeek-Saint-Jean qui s'élève à 116.000 EUR TVAC au lieu de 79.995,52 EUR TVAC pour une durée de 4 ans, et financée par emprunts dont les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4210/735/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023;

Le Conseil approuve le point.
28 votants : 28 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Opdracht voor werken met betrekking tot het onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, stoepen en openbare ruimtes alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek - Wijziging van de raming van perceel 2 - Bestek 23.006.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, bij eenparige stemming, aangezien dit punt niet op de agenda stond ;

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 21 juni 2023 waarin werd beslist :

Artikel 1 :

De opdrachtdocumenten, met name het bestek, de bijlagen en de aankondiging van de opdracht voor de overheidsopdracht voor werken met betrekking tot het onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, de stoepen en de openbare ruimtes (perceel 1) alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek (perceel 2) opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling, goed te keuren en zich eigen te maken ;

Artikel 2 :

- De uitgave voor perceel 1 op 2.534.691,48 EUR BTW, hetzij 3.410.817,62 EUR BTW en marge van 11,21% incl. te rammen voor een periode van 1 jaar 3 maal verlengbaar en als volgt te financieren :

Benaming	Uitgave				Financieringswijze				
	Schatting excl. BTW	Marge excl. BTW	% Marge	Schatting BTW en marge incl.	Driejaarlijks investeringsplan 2022-2024 VR : 2826/2022	Regionaal fonds ter verbetering van de verkeersveiligheid VR : 934/2022	Subsidie van het Duurzaam Wijkcontract Rondom Westpark VR : 2966/2019	Leningsgelden - Duurzaam Wijkcontract	Leningsgelden
- Mommaerts- / Hovenierstraat - Jennartstraat / Léopold II laan - Carl Requette- en Joseph Lemairelaan - Begijnen- / Henri Nogenstraat - Charles Malisstraat - Melkerij- / Dilbeekstraat - Zaaistraat	1.534.845,76 €	184.181,49 €	12,00%	2.080.023,00 €		2.080.023,00 €			
De Roovere- / Joseph Baecklaan- Naaste omgeving van het DWC project Pythagoras	315.552,22 €	31.555,22 €	10,00%	420.000,00 €	190.783,49 €		197.617,42 €	10.400,92 €	21.198,17 €
Onbepaalde straten in geval van hoogdringendheid, ongevallen, verzakkingen, ...	684.293,48 €	68.429,35 €	10,00%	910.794,62 €					910.794,62 €
Totaal	2.534.691,47 €	284.166,06 €	11,21%	3.410.817,62 €	190.783,49 €	2.080.023,00 €	197.617,42 €	10.400,92 €	931.992,79 €

- De uitgave voor perceel 2 op 15.025,45 EUR excl. BTW, hetzij 19.998,88 EUR BTW van 21% en marge van 10% incl. te rammen voor een periode van 1 jaar 3 maal verlengbaar en te financieren door leningsgelden,

waarvan de nodige kredieten zijn ingeschreven op artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, onder voorbehoud van goedkeuring van de eerste wijziging van de gemeentelijke begroting 2023 door de Toezichthoudende overheid;

Artikel 3:

- De globale uitgave voor perceel 1 op 10.138.765,92 EUR BTW excl, hetzij 13.643.270,48 EUR BTW van 21% en marge van 11,21% incl. te rammen voor een periode van 4 jaar waarvan de nodige kredieten voor de volgende 3 jaar in elke begroting zullen worden voorzien;

- De globale uitgave voor perceel 2 op 60.101,82 EUR excl. BTW, hetzij 79.995,52 EUR BTW van 21% en marge van 10% incl. te rammen voor een periode van 4 jaar waarvan de nodige kredieten voor de volgende 3 jaar in elke begroting zullen worden voorzien;

Artikel 4 :

De opdracht voor werken met betrekking tot het onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, de stoepen en openbare ruimtes (perceel 1) alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek (perceel 2) te plaatsen via openbare procedure overeenkomstig artikel 36, §1er

van de wet van 17 juni 2016 en overeenkomstig artikel 11, 1° van het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017, onderworpen aan de Belgische en de Europese bekendmaking.

Een kopie van deze beraadslaging wordt overgemaakt aan de volgende dienst(en): B4, B6, B33, B40 alsook aan de voogdij.

Gezien de beslissing van de Gemeenteraad van 30 augustus 2023 waarin werd beslist :

Enig artikel : De wijzigingen aan een bepaling van de clausules van het bestek goed te keuren, hetzij :

- pagina 39 van het administratief bestek, punt 5.6.1. A) "Prijsherziening (art. 38/7)" : prijsherzieningsformule.

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen ;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren van 18 april 2017 en zijn latere wijzigingen ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Overwegende dat het nu noodzakelijk is om de raming van deze stockopdracht voor werken te wijzigen voor perceel 2 ;

Overwegende dat voor perceel 2 de uitgave (opnieuw) geraamd kan worden op een bedrag van 29.000 EUR btw incl. in plaats van 19.998,88 EUR btw incl. voor een periode van 1 jaar, 3 keer hernieuwbaar, en gefinancierd met leningsgelden ;

Overwegende dat voor perceel 2 de uitgave (opnieuw) kan worden geraamd op 116.000 EUR btw incl. in plaats van 79.995,52 EUR btw incl. voor een periode van 4 jaar, en gefinancierd met leningsgelden;

Neemt kennis van de wijziging van de raming van de opdracht ;

Gelet op art. 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT:

Artikel 1

De nieuwe raming van perceel 2 van de stockopdracht voor werken met betrekking tothet onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, de stoepen en de openbare ruimtes alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek, voor een bedrag van 29.000 EUR btw incl. in plaats van 19.998,88 EUR btw incl. voor een periode van 1 jaar, 3 keer hernieuwbaar, en gefinancierd met leningsgelden, waarvoor de nodige kredieten zijn opgenomen in artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, goed te keuren ;

Artikel 2

De nieuwe raming van perceel 2 van de stockopdracht voor werken met betrekking tothet onderhoud, de vernieuwing van de koolwaterstofcoating van de wegen, de stoepen en de openbare ruimtes alsook de aanplanting van bomen op de wegen en openbare ruimtes van de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek, voor een bedrag van 116.000 euro inclusief btw in plaats van 79.995,52 euro inclusief btw voor een periode van 4 jaar, en gefinancierd met leningsgelden waarvan de nodige kredieten zijn opgenomen in artikel 4210/735/60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2023, goed te keuren ;

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Département Finances
Finances - Adaptation du mode de financement.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par 19 votes positifs, 4 votes négatifs et 5 abstentions, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour ;

Considérant les décisions du Collège du Bourgmestre et des Echevins concernant des achats de matériel informatique pour différents services reprises ci-dessous :

Date délibéré	Référence délibéré	Montant	Art.budg.
20-04-23	CE/2023/04/20/B/058	5.792,00	1390/742-53
11-05-23	CE/2023/05/11/B/077	968,00	1390/742-53
25-05-23	CE/2023/05/25/B/015	1.701,00	1390/742-53
22-06-23	CE/2023/06/22/B/003	108.017,35	1390/742-53
29-06-23	CE/2023/06/29/B/058	2.902,00	1390/742-53
21-09-23	CE/2023/09/21/B/068	209,00	1390/742-53
28-09-23	CE/2023/08/28/B/006	21.815,00	1390/742-53
26-10-23	CE/2023/10/26/B/050	318,00	1390/742-53
8-09-23	CE/2023/09/28/B/007	128.214,70	1390/742-53
13-07-23	CE/2023/07/13/B/011	5.940,04	7624/742-53
28-09-23	CE/2023/09/28/B/049	914,00	7222/742-53
28-09-23	CE/2023/09/28/B/049	2.196,00	7222/742-53
28-09-23	CE/2023/09/28/B/049	362,00	7222/742-53
28-09-23	CE/2023/09/28/B/049	344,00	7340/742-53
05-10-23	CE/2023/10/05/B/057	14.090,00	7340/742-53
05-10-23	CE/2023/10/05/B/048	117.132,84	7223/742-53
12-10-23	CE/2023/10/12/B/044	143,00	7222/742-53
19-10-23	CE/2023/10/19/B/038	1.988,00	7624/742-53
26-10-23	CE/2023/10/26/B/006	2.399,43	7625/742-53
26-10-23	CE/2023/10/26/B/050	21.708,00	7222/742-53
26-10-23	CE/2023/10/26/B/050	6.299,00	7222/742-53
30-11-23	CE/2023/11/30/B/047	258,00	3000/742-53
30-11-23	CE/2023/11/30/B/068	49.800,00	7223/742-53
89580	en attente	12.220,00	7610/742-53
89745	en attente	18.240,75	7222/742-53
	en attente	18.240,75	7223/742-53
88600	en attente	11.358,00	7222/742-53
86420	en attente	3.198,00	8440/742-53

Considérant que les dépenses aux articles budgétaires xxxx/742-53 étaient financées par la recette des ventes du terrain de la rue Montagne aux Anges

et des biens rue de Liverpool 24 et de la rue Heyvaert 107-109 ;

Considérant que les ventes des biens rue de Liverpool 24 et de la rue Heyvaert 107-109 ne se réaliseront pas et que la modification budgétaire MB02-2023 prévoit de remplacer la recette de cette vente par un emprunt de 219.500 € pour le 1390/742-53 ;

Considérant qu'il appert que le futur acquéreur du terrain rue Montage aux Angés, la slrb, ne trouve pas d'opérateur pour mener à bien le projet, que l'acquisition ne se fera pas en 2024 et que la Commune en a été avertie tardivement ;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le mode de financement des projets repris dans les décisions et de les financer par emprunt pour les décisions ci-dessous :

Date délibéré	Référence délibéré	Montant	Art.budg.	
20-04-23	CE/2023/04/20/B/0 58	5.792,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
11-05-23	CE/2023/05/11/B/0 77	968,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
25-05-23	CE/2023/05/25/B/0 15	1.701,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
22-06-23	CE/2023/06/22/B/0 03	108.017, 35	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
29-06-23	CE/2023/06/29/B/0 58	2.902,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
21-09-23	CE/2023/09/21/B/0 68	209,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
28-09-23	CE/2023/08/28/B/0 06	21.815,0 0	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
26-10-23	CE/2023/10/26/B/0 50	318,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023

Considérant qu'il y a lieu de modifier le mode de financement des décisions ci-dessous et de les financer par le fond de réserve « Boni extraordinaire » :

13-07-23	CE/2023/07/13/B/0 11	5.940,04	7624/742 -53	FDR BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/0 49	914,00	7222/742 -53	FDR BONI

28-09-23	CE/2023/09/28/B/0 49	2.196,00	7222/742 -53	FDR BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/0 49	362,00	7222/742 -53	FDR BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/0 49	344,00	7340/742 -53	FDR BONI
05-10-23	CE/2023/10/05/B/0 57	14.090,0 0	7340/742 -53	FDR BONI
05-10-23	CE/2023/10/05/B/0 48	117.132, 84	7223/742 -53	FDR BONI
12-10-23	CE/2023/10/12/B/0 44	143,00	7222/742 -53	FDR BONI
19-10-23	CE/2023/10/19/B/0 38	1.988,00	7624/742 -53	FDR BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/0 06	2.399,43	7625/742 -53	FDR BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/0 50	21.708,0 0	7222/742 -53	FDR BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/0 50	6.299,00	7222/742 -53	FDR BONI
30-11-23	CE/2023/11/30/B/0 47	258,00	3000/742 -53	FDR BONI
30-11-23	CE/2023/11/30/B/0 68	49.800,0 0	7223/742 -53	FDR BONI

89580	en attente	12.220,0 0	7610/742 -53	FDR BONI
89745	en attente	18.240,7 5	7222/742 -53	FDR BONI
	en attente	18.240,7 5	7223/742 -53	FDR BONI
88600	en attente	11.358,0 0	7222/742 -53	FDR BONI
86420	en attente	3.198,00	8440/742 -53	FDR BONI

Considérant que pour la décision ci-dessous il y a lieu de remplacer le mode de financement par une partie en emprunt (77.777,65 €) et le solde par le Fond de réserve « Boni extraordinaire » (50.437,05 €) :

28-09-23	CE/2023/09/28/B/007	128.214,70	1390/742-53	77.777,65	emprunt MB02-2023
				50.437,05	sur FDR Boni

DECIDE :

Article 1 :

De modifier le mode de financement des décisions reprises ci-dessous et de les financer par emprunt, comme prévu en modification budgétaire MB02-2023:

Date délibéré	Référence délibéré	Montant	Art.budg.	
20-04-23	CE/2023/04/20/B/0 58	5.792,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
11-05-23	CE/2023/05/11/B/0 77	968,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
25-05-23	CE/2023/05/25/B/0 15	1.701,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
22-06-23	CE/2023/06/22/B/0 03	108.017, 35	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
29-06-23	CE/2023/06/29/B/0 58	2.902,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
21-09-23	CE/2023/09/21/B/0 68	209,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
28-09-23	CE/2023/08/28/B/0 06	21.815,0 0	1390/742 -53	emprunt MB02-2023
26-10-23	CE/2023/10/26/B/0 50	318,00	1390/742 -53	emprunt MB02-2023

Article 2 :

De modifier le mode de financement des projets des décisions ci-dessous et de les financer par le fond de réserve « Boni extraordinaire » :

13-07-23	CE/2023/07/13/B/0 11	5.940,04	7624/742 -53	FDR BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/0 49	914,00	7222/742 -53	FDR BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/0 49	2.196,00	7222/742 -53	FDR BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/0 49	362,00	7222/742 -53	FDR BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/0 49	344,00	7340/742 -53	FDR BONI

05-10-23	CE/2023/10/05/B/0 57	14.090,0 0	7340/742 -53	FDR BONI
05-10-23	CE/2023/10/05/B/0 48	117.132, 84	7223/742 -53	FDR BONI
12-10-23	CE/2023/10/12/B/0 44	143,00	7222/742 -53	FDR BONI
19-10-23	CE/2023/10/19/B/0 38	1.988,00	7624/742 -53	FDR BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/0 06	2.399,43	7625/742 -53	FDR BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/0 50	21.708,0 0	7222/742 -53	FDR BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/0 50	6.299,00	7222/742 -53	FDR BONI
30-11-23	CE/2023/11/30/B/0 47	258,00	3000/742 -53	FDR BONI
30-11-23	CE/2023/11/30/B/0 68	49.800,0 0	7223/742 -53	FDR BONI

89580	en attente	12.220,0 0	7610/742 -53	FDR BONI
89745	en attente	18.240,7 5	7222/742 -53	FDR BONI
	en attente	18.240,7 5	7223/742 -53	FDR BONI
88600	en attente	11.358,0 0	7222/742 -53	FDR BONI
86420	en attente	3.198,00	8440/742 -53	FDR BONI

Article 3 :

De modifier le mode de financement de la décision ci-dessous par une partie en emprunt (77.777,65 €) et le solde par le Fond de réserve « Boni extraordinaire » (50.437,05 €) :

28-09- 23	CE/2023/09/2 8/B/007	128.214 ,70	1390/74 2-53	77.777, 65	emprunt MB02-2023
				50.437, 05	sur FDR Boni

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 20 votes positifs, 1 vote négatif, 7 abstentions.

Departement Financiën

Financiën - Aanpassing van de financieringsmethode.

DE RAAD,

Na aanvaarding van de dringendheid, door 19 stemmen voor, 4 tegen en 5 onthoudingen, aangezien dit punt niet op de agenda stond ;

Overwegende de onderstaande besluiten van het college van burgemeester en schepenen:

Datum	Ref	Bedrag	begrotingsart
20-04-23	CE/2023/04/20/B/058	5.792,00	1390/742-53
11-05-23	CE/2023/05/11/B/077	968,00	1390/742-53
25-05-23	CE/2023/05/25/B/015	1.701,00	1390/742-53
22-06-23	CE/2023/06/22/B/003	108.017,35	1390/742-53
29-06-23	CE/2023/06/29/B/058	2.902,00	1390/742-53
21-09-23	CE/2023/09/21/B/068	209,00	1390/742-53
28-09-23	CE/2023/08/28/B/006	21.815,00	1390/742-53
26-10-23	CE/2023/10/26/B/050	318,00	1390/742-53
8-09-23	CE/2023/09/28/B/007	128.214,70	1390/742-53
13-07-23	CE/2023/07/13/B/011	5.940,04	7624/742-53
28-09-23	CE/2023/09/28/B/049	914,00	7222/742-53
28-09-23	CE/2023/09/28/B/049	2.196,00	7222/742-53
28-09-23	CE/2023/09/28/B/049	362,00	7222/742-53
28-09-23	CE/2023/09/28/B/049	344,00	7340/742-53
05-10-23	CE/2023/10/05/B/057	14.090,00	7340/742-53
05-10-23	CE/2023/10/05/B/048	117.132,84	7223/742-53
12-10-23	CE/2023/10/12/B/044	143,00	7222/742-53
19-10-23	CE/2023/10/19/B/038	1.988,00	7624/742-53
26-10-23	CE/2023/10/26/B/006	2.399,43	7625/742-53
26-10-23	CE/2023/10/26/B/050	21.708,00	7222/742-53
26-10-23	CE/2023/10/26/B/050	6.299,00	7222/742-53
30-11-23	CE/2023/11/30/B/047	258,00	3000/742-53
30-11-23	CE/2023/11/30/B/068	49.800,00	7223/742-53
89580	in afwachting	12.220,00	7610/742-53
89745	in afwachting	18.240,75	7222/742-53
	in afwachting	18.240,75	7223/742-53
88600	in afwachting	11.358,00	7222/742-53
86420	in afwachting	3.198,00	8440/742-53

Overwegende dat de uitgaven van de begrotingsposten xxxx/742-53 gefinancierd waren met de inkomsten uit de verkoop van de grond in de Engelenbergstraat en de eigendommen in de Liverpoolstraat 24 en de Heyvaertstraat 107-109;

Overwegende dat de verkoop van de eigendommen in de Liverpoolstraat 24 en de Heyvaertstraat 107-109 niet zal plaatsvinden en dat de begrotingswijziging MB02-2023 erin voorziet dat de inkomsten uit deze verkopen worden vervangen door een lening van € 219.500 voor 1390/742-53;

Overwegende dat blijkt dat de toekomstige koper van de terrein gelegen Engelenbergstraat, slrb, geen operator heeft gevonden om het project te voltooien en dat de aankoop niet zal plaatsvinden in 2024 en dat de gemeente hiervan laattijdig op de hoogte is gebracht;

Overwegende dat het noodzakelijk is om de wijze van financiering van de in de besluiten te wijzigen en deze te financieren door middel van leningen voor de onderstaande besluiten:

Datum	Ref.	Bedrag	begroting sart.	
20-04-23	CE/2023/04/20/B/05 8	5.792,00	1390/742 -53	lening MB02- 2023
11-05-23	CE/2023/05/11/B/07 7	968,00	1390/742 -53	lening MB02- 2023
25-05-23	CE/2023/05/25/B/01 5	1.701,00	1390/742 -53	lening MB02- 2023
22-06-23	CE/2023/06/22/B/00 3	108.017, 35	1390/742 -53	lening MB02- 2023
29-06-23	CE/2023/06/29/B/05 8	2.902,00	1390/742 -53	lening MB02- 2023
21-09-23	CE/2023/09/21/B/06 8	209,00	1390/742 -53	lening MB02- 2023
28-09-23	CE/2023/08/28/B/00 6	21.815,0 0	1390/742 -53	lening MB02- 2023
26-10-23	CE/2023/10/26/B/05 0	318,00	1390/742 -53	lening MB02- 2023

Overwegende dat de wijze van financiering van de in onderstaande besluiten moet worden gewijzigd en dat deze moeten worden gefinancierd uit het reservefonds "Buitengewone Boni":

13-07-23	CE/2023/07/13/B/01 1	5.940,04	7624/742 -53	RESERVEFOND S BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/04 9	914,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI

28-09-23	CE/2023/09/28/B/04 9	2.196,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/04 9	362,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/04 9	344,00	7340/742 -53	RESERVEFOND S BONI
05-10-23	CE/2023/10/05/B/05 7	14.090,0 0	7340/742 -53	RESERVEFOND S BONI
05-10-23	CE/2023/10/05/B/04 8	117.132, 84	7223/742 -53	RESERVEFOND S BONI
12-10-23	CE/2023/10/12/B/04 4	143,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
19-10-23	CE/2023/10/19/B/03 8	1.988,00	7624/742 -53	RESERVEFOND S BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/00 6	2.399,43	7625/742 -53	RESERVEFOND S BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/05 0	21.708,0 0	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/05 0	6.299,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
30-11-23	CE/2023/11/30/B/04 7	258,00	3000/742 -53	RESERVEFOND S BONI
30-11-23	CE/2023/11/30/B/06 8	49.800,0 0	7223/742 -53	RESERVEFOND S BONI

89580	in afwachting	12.220,0 0	7610/742 -53	RESERVEFOND S BONI
89745	in afwachting	18.240,7 5	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
	in afwachting	18.240,7 5	7223/742 -53	RESERVEFOND S BONI
88600	in afwachting	11.358,0 0	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
86420	in afwachting	3.198,00	8440/742 -53	RESERVEFOND S BONI

Overwegende dat voor het onderstaande besluit de financieringsmethode moet worden vervangen door een lening (77 777,65 euro) en het saldo door het Boni-reservefonds (50 437,05 euro):

28-09-23	CE/2023/09/28/B/007	128.214 ,70	1390/74 2-53	77.777, 65	Lening MB02-2023
				50.437, 05	RESERVEFOND DS BONI

BESLUIT :

Artikel 1 :

De financieringswijze van de in onderstaande besluiten te wijzigen en te financieren door middel van leningen, zoals voorzien in begrotingswijziging MB02-2023:

Datum	Ref	Bedrag	Begrotingsart	
20-04-23	CE/2023/04/20/B/0 58	5.792,00	1390/742 -53	lening MB02-2023
11-05-23	CE/2023/05/11/B/0 77	968,00	1390/742 -53	lening MB02-2023
25-05-23	CE/2023/05/25/B/0 15	1.701,00	1390/742 -53	lening MB02-2023
22-06-23	CE/2023/06/22/B/0 03	108.017, 35	1390/742 -53	lening MB02-2023
29-06-23	CE/2023/06/29/B/0 58	2.902,00	1390/742 -53	lening MB02-2023
21-09-23	CE/2023/09/21/B/0 68	209,00	1390/742 -53	lening MB02-2023
28-09-23	CE/2023/08/28/B/0 06	21.815,0 0	1390/742 -53	lening MB02-2023
26-10-23	CE/2023/10/26/B/0 50	318,00	1390/742 -53	lening MB02-2023

Artikel 2 :

De wijze van financiering van de in onderstaande besluiten te wijzigen en te financieren uit het reservefonds "Buitengewone Boni":

13-07-23	CE/2023/07/13/B/01 1	5.940,04	7624/742 -53	RESERVEFOND S BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/04 9	914,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/04 9	2.196,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI

28-09-23	CE/2023/09/28/B/04 9	362,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
28-09-23	CE/2023/09/28/B/04 9	344,00	7340/742 -53	RESERVEFOND S BONI
05-10-23	CE/2023/10/05/B/05 7	14.090,0 0	7340/742 -53	RESERVEFOND S BONI
05-10-23	CE/2023/10/05/B/04 8	117.132, 84	7223/742 -53	RESERVEFOND S BONI
12-10-23	CE/2023/10/12/B/04 4	143,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
19-10-23	CE/2023/10/19/B/03 8	1.988,00	7624/742 -53	RESERVEFOND S BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/00 6	2.399,43	7625/742 -53	RESERVEFOND S BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/05 0	21.708,0 0	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
26-10-23	CE/2023/10/26/B/05 0	6.299,00	7222/742 -53	RESERVEFOND S BONI
30-11-23	CE/2023/11/30/B/04 7	258,00	3000/742 -53	RESERVEFOND S BONI
30-11-23	CE/2023/11/30/B/06 8	49.800,0 0	7223/742 -53	RESERVEFOND S BONI

89580	in afwachting	12.220,0 0	7610/74 2-53	RESERVEFONDS BONI
89745	in afwachting	18.240,7 5	7222/74 2-53	RESERVEFONDS BONI
	in afwachting	18.240,7 5	7223/74 2-53	RESERVEFONDS BONI
88600	in afwachting	11.358,0 0	7222/74 2-53	RESERVEFONDS BONI
86420	in afwachting	3.198,00	8440/74 2-53	RESERVEFONDS BONI

Article 3 :

De wijze van financiering van onderstaand besluit te wijzigen door een deel te lenen (€ 77.777,65) en het saldo uit het Reservefonds Boni (€ 50.437,05)

28-09- 23	CE/2023/09/2 8/B/007	128.214 ,70	1390/74 2-53	77.777, 65	lening MB02- 2023
				50.437, 05	RESERVEFON S BONI

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 20 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 7 onthoudingen.

20.12.2023/A/0038

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Motion déposée par le groupe MR visant à pallier la pollution visuelle et les nuisances environnementales générées par l'affichage électoral.

« L'action rapporte toujours plus que la propagande » (Fernando Pessoa)

Madame la Présidente,

Chers Collègues,

Dans une commune, lorsque l'on souhaite intervenir pour améliorer le cadre de vie et rehausser le paysage urbain, la question de la publicité en général et de l'affichage électoral en particulier s'impose comme un élément déterminant.

Cet affichage, omniprésent lors des élections précédentes, a altéré considérablement l'espace public de notre commune.

Une intervention sur l'affichage électoral constitue un apport indispensable à toute volonté de planification ou d'amélioration du cadre de vie et témoigne de la préoccupation de la commune à l'égard du bien-être de ses citoyens.

A quoi servirait-il de planter des arbres, de refaire les passages piétonniers, d'installer du mobilier urbain, de rénover les façades tout en laissant en place un affichage électoral sauvage qui pollue et altère l'architecture et les espaces publics.

Le pouvoir de réglementation de l'autorité publique en la matière porte sur des aspects liés à la visibilité, à la construction, à l'installation, au maintien, à la modification et à l'entretien de l'espace public.

En révisant l'installation d'affiches politiques dans les limites normales de sécurité, d'harmonisation urbanistique et de qualité de vie, l'autorité communale ne porte pas atteinte à la liberté d'expression, dès lors que ni l'objet ni la forme de celle-ci n'est visée.

Vu les articles 112, 114, 119, 134§1 et 135§2 de la nouvelle loi communale ;

Vu le Règlement général de police de Molenbeek ;

Vu le Règlement communal relatif à l'affichage électoral lors des élections européennes, législatives, régionales et communales ;

Constatant que, durant la dernière campagne électorale, l'affichage massif est apparu comme un mode d'affirmation identitaire des formations politiques avec pour objectif le ciblage de certains quartiers de la commune ;

Constatant que l'affichage des partis ne sert plus vraiment à informer, mais est davantage une manière pour les candidats de marquer leur territoire et d'indiquer une forme de suprématie sur leurs adversaires ;

Considérant que l'ensemble des formations politiques souhaite redessiner les contours d'une campagne éthique basée sur les débats d'idées empreinte de respect mutuel ;

Considérant que la pollution visuelle liée à l'affichage électoral sauvage dans l'espace public ne laisse aucune marge à la liberté de non-réception des citoyens ;

Constatant que les tracts, flyers ou autres supports électoraux glissés dans les boîtes aux lettres finissent à la poubelle ou se retrouvent dans les rues.

Constatant que la production de papier est un processus coûteux nécessitant une consommation importante d'énergie ;

Constatant que nos forêts se trouvent sous pression de différentes façons, notamment par la contribution importante du secteur papier ;

Considérant que les campagnes électorales représentent des investissements coûteux à la fois pour l'environnement et pour certains candidats entraînant particulièrement pour les plus jeunes une iniquité sur le plan financier ;

Considérant qu'à l'heure où les campagnes électorales deviennent de plus en plus virtuelles, les affiches de tout genre appartiennent à un folklore d'un autre âge ;

Considérant qu'il s'agit également de garantir la tranquillité des commerçants de la commune et d'éviter la pression et les intimidations dont ils peuvent faire l'objet durant les périodes de campagnes électorales ;

EN CONSEQUENCE :

Le Conseil communal de Molenbeek :

Prend acte que les différents groupes politiques qui composent le conseil communal s'engagent :

Article 1 : A interdire d'apposer les affiches électorales de quelque liste ou candidat que ce soit dans les vitrines ou dans les commerces ou bureaux et de s'abstenir de toute manœuvre qui permettrait de promouvoir une propagande électorale.

Article 2 : A demander au collège de proposer avant fin mars 2024 la modification d'un règlement qui interdit toute propagande en dehors des panneaux d'affichage et des habitations privées

Article 3 : A s'assurer de la bonne conduite des candidats et militants ainsi que de l'absence de toute forme d'attaque personnelle à l'égard de leurs adversaires et ce par le biais de quelque support médiatique que ce soit.

Article 4 : A assurer la garantie de l'application des principes ci-avant par la tête de liste de chaque groupe politique.

Article 5 : A inviter les têtes de listes non représentées au conseil communal à s'engager à respecter le présent accord.

Article 6 : A charger le secrétaire communal de transmettre la présente motion aux têtes de listes de chaque liste non représentée ou ne siégeant pas au conseil communal.

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de MR-fractie om de visuele
vervuiling en milieuoverlast van verkiezingsposters aan te pakken.**

Het punt wordt verdaagd.

20.12.2023/A/0039 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Motion déposée par le groupe MR relative à la gestion de
la propreté publique.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 135 de la Nouvelle loi communale relatif notamment à la propreté et à la salubrité publique ;

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence Régionale pour la Propreté – version coordonnée ;

Vu l'Ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région Bruxelloise-Capitale du 1er décembre 2016 relatif à la gestion des déchets ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2023 relatif aux modalités de collecte applicables aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale et modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 février 2023 fixant la tarification des prestations de l'Agence régionale pour la propreté applicable aux producteurs ou détenteurs de déchets ménagers en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale du 25 mars 1999 - version coordonnée ;

Vu la loi AGECE, ou Loi Anti Gaspillage pour une Economie Circulaire ;

Considérant que le gouvernement régional s'est engagé dans l'accord de gouvernement à mettre en place des conteneurs enterrés dans le cadre de nouveaux projets de travaux publics ;

Considérant les missions dévolues au service Propreté publique en matière d'entretien de la voie publique et de ses abords ;

Considérant la mise en place du plan local de propreté de la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant la stratégie de propreté urbaine régionale Clean.brussels ;

Considérant la volonté de l'administration Molenbeek-Saint-Jean d'installer des corbeilles de tri sélective en voirie ;

Considérant la nécessité croissante de promouvoir une gestion efficace des déchets dans notre commune ;

Considérant que les communes ont dans leurs compétences d'assurer et de rétablir la propreté publique ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-St-Jean souhaite encourager les initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des personnes présentes sur le territoire de la commune ;

Considérant qu'une réflexion plus approfondie de la collecte des déchets en porte à porte est nécessaire pour les zones les plus densément peuplées ;

Considérant l'importance de préserver notre environnement en réduisant l'empreinte carbone liée à la gestion des déchets ;

Considérant la volonté du Collège d'implanter prioritairement des points d'apport volontaires enterrés sur les sites aériens des logements sociaux ;

Considérant les besoins exprimés par les citoyens en faveur d'une modernisation de

nos infrastructures de collecte des déchets ;

Considérant qu'il y a lieu de limiter la présence de poubelles éventrées par les animaux (pies, renard) ;

Considérant que 500.000 tonnes de déchets non-triés et incinérés en 2022 par la Région bruxelloise sont sources de production de CO2 ;

Considérant qu'une réduction de la fréquence de collectes en porte à porte des sacs blancs réduira le nombre de km parcourus lors des collectes et par conséquent diminuera l'impact écologique de la collecte des déchets ménagers ;

Considérant que les sacs poubelle sont ramassés par les camions (souvent pendant les heures de pointe), contribuant ainsi à la congestion du trafic en ville ;

Considérant la pénibilité du travail des agents de la propreté publique en raison de la nature du travail, soulevant et déplaçant les sacs poubelle.

Le conseil communal de Molenbeek Saint-Jean demande au gouvernement régional :

-De soutenir la commune de Molenbeek dans la mise en place de points d'apports volontaires enterrés sur son territoire.

Le Conseil communal de Molenbeek Saint Jean demande au Collège des Bourgmestres et Echevins :

- D'établir des relations avec l'Agence régionale de propreté afin de s'inscrire dans le cadre de ses filières de valorisation des déchets et plus particulièrement le PMC ;

- De solliciter l'enfouissement de l'ensemble des bulles à verre sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

- De solliciter l'enfouissement de l'ensemble des bulles à textile sur le territoire de la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

- d'être commune pilote auprès de l'agence régionale de la propreté pour développer un plan ambitieux et accélérer l'aménagement et l'enfouissement de points d'apports volontaires et plus particulièrement dans les zones densément peuplées et les espaces publics fort fréquentés (déchets résiduels / PMC / Cartons / organiques)

- De mener une étude conjointe avec l'Agence Bruxelles-Propreté sur le contrôle d'accès aux points d'apports volontaires ;

- D'organiser une consultation citoyenne pour recueillir l'avis des habitants sur l'emplacement des containers enterrés et recueillir leurs suggestions. Ceci garantira une démarche participative et transparente dans la prise de décision ;

- la mise en place d'une campagne de communication et de sensibilisation commune / région visant à informer les citoyens sur l'importance du tri des points d'apports

volontaires ;

- D'explorer les opportunités de partenariats avec des organismes publics et privés, ainsi que les possibilités de financements, afin de faciliter la mise en place de ce projet innovant et durable.

-Que cette motion soit envoyée au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Par la présente motion, nous affirmons notre engagement envers une gestion des déchets plus responsable et moderne, contribuant ainsi à l'amélioration de la qualité de vie de nos concitoyens et à la préservation de notre environnement.

Le point est reporté.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Motie ingediend door de MR-fractie betreffende het
beheer van de openbare netheid.**

Het punt wordt verdaagd.

Abdelkarim Haouari entre en séance / treedt in zitting.

Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting.

Khadija Zamouri entre en séance / treedt in zitting.

20.12.2023/A/0040 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah,
Conseiller communal Défi, relative à la préparation et la réponse au grand froid.-
report du 22/11/2023**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

Monsieur le Bourgmestre,

Ce soir, je souhaite attirer votre attention sur un enjeu crucial pour notre commune en cette période de l'année : la préparation et la réponse au grand froid qui s'annonce. Notre devoir est de garantir la sécurité et le bien-être de tous nos concitoyens, en particulier ceux qui sont les plus vulnérables, comme les sans-abris et les personnes isolées.

Dans le contexte actuel, il est impératif que notre commune se dote de stratégies efficaces pour faire face à ces températures extrêmes. Cela comprend la mise en place de centres d'accueil d'urgence, la distribution de fournitures essentielles comme des vêtements chauds et des couvertures, et la garantie que nos services de secours sont pleinement préparés et équipés pour répondre aux situations d'urgence.

Il est également essentiel que nous communiquions clairement et efficacement avec nos concitoyens pour les informer des risques liés au grand froid et des mesures à prendre pour leur sécurité.

Nous devons agir de manière proactive pour prévenir les risques liés à cette vague de froid, notamment en ce qui concerne les personnes sans domicile fixe ou vivant dans des conditions précaires. Notre réponse en tant que commune reflétera notre engagement envers le bien-être de tous nos résidents.

Je vous remercie pour votre attention à cette question vitale pour notre commune.

Questions :

1. *Monsieur le Bourgmestre, quelles sont les mesures spécifiques que notre commune a prises ou envisage de prendre pour protéger nos concitoyens les plus vulnérables pendant cette vague de froid ?*
2. *Comment pouvons-nous, en tant que commune, collaborer efficacement avec les services d'urgence et les organisations sociales pour garantir une réponse rapide et efficace ?*
3. *Existe-t-il des initiatives communautaires ou des programmes de soutien que nous pourrions encourager ou renforcer pour aider ceux qui sont le plus affectés par le froid ?*
4. *Enfin, comment assurons-nous une communication efficace et accessible à tous nos citoyens sur les mesures de précaution et les ressources disponibles durant cette période ?*

Merci pour vos réponses.



Rachid Ben Salah
Conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean
DÉFI - Démocrate Fédéraliste Indépendant
Siège bruxellois : [127, chaussée de Charleroi, 1060 Saint-Gilles](#)

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah, gemeenteraadslid Défi, over de voorbereiding en reactie op extreme koude.- uitstel van 22/11/2023

De Raad neemt kennis.

20.12.2023/A/0041

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Eylenbosch,
Conseiller communal, relative aux dettes dues à la commune par le tennis club le
Chalet.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Eylenbosch, dont le texte suit :

Voulant faire taire les rumeurs, je souhaiterais connaître la situation exacte à ce jour concernant la dette vis à vis de la commune par le club de tennis occupant le chalet dit du tennis.

Pouvez-vous nous donner le montant total encore dû par l'occupant ?

En vous remerciant,

Michel Eylenbosch.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Eylenbosch,
Gemeenteraadslid, over schulden van de tennisclub le Chalet aan de gemeente.

De Raad neemt kennis.

20.12.2023/A/0042

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah,
Conseiller communal Défi, relative aux directives de l'Office des Etrangers
concernant le retrait de la nationalité belge aux enfants palestiniens.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Ben Salah dont le texte suit :

Mesdames et messieurs les membres du collège,

Je me présente devant vous aujourd'hui avec une question urgente et grave qui concerne directement notre commune et ses responsabilités. Selon des informations récentes, il semblerait que des enfants nés de parents palestiniens se voient retirer leur nationalité belge, une situation qui soulève des inquiétudes profondes concernant le respect des droits fondamentaux.

Ma question principale est la suivante : l'administration de notre commune a-t-elle reçu des directives de l'Office des étrangers concernant le retrait de la nationalité belge à ces enfants ? Si oui, quelles actions notre commune a-t-elle entreprises face à cette directive ?

De plus, en tant qu'administration communale, quelle est notre position sur la question de l'apatridie de ces enfants, surtout dans un contexte où leur nationalité palestinienne n'est pas reconnue par la Belgique ? Quelles mesures avons-nous prises ou envisageons-nous de prendre pour protéger les droits de ces enfants et assurer leur bien-être ?

Enfin, comment notre commune s'assure-t-elle de respecter l'intérêt supérieur de l'enfant dans toutes ses décisions, conformément à nos obligations légales et morales ? Avons-nous envisagé de contester ou de refuser de notifier ces décisions, comme le suggèrent plusieurs experts en droit ?

Il est de notre devoir en tant qu'administration communale de protéger les droits et le bien-être de tous les enfants résidant sur notre territoire. Nous devons agir de manière juste et conforme à nos principes fondamentaux de respect des droits de l'homme.

Je vous remercie

Rachid Ben Salah Conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean **DéFI -
Démocrate Fédéraliste Indépendant** Siège [bruxellois : 127, chaussée de
Charleroi, 1060 Saint-Gilles](#)

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah,
Gemeenteraadslid Défi, over de richtlijnen van de Dienst Vreemdelingenzaken
betreffende de intrekking van de Belgische nationaliteit van Palestijnse kinderen.**

De Raad neemt kennis.

20.12.2023/A/0043 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Addi, Conseillère
communale PTB*PVDA, relative au retrait de nationalité belge d'enfants nés en
Belgique de parents palestiniens.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Addi, dont le texte suit :

Chers collègues,

Depuis le mois d'août, des dizaines de communes, notamment à Bruxelles, ont reçu des courriers de l'Office des étrangers les enjoignant à retirer la nationalité belge aux enfants nés en Belgique de parents palestiniens.

Cette mesure présente d'abord un aspect discriminatoire puisqu'il s'agit de retirer la nationalité à tout un groupe de personne en raison de leur seconde nationalité.

Elle soulève ensuite et surtout une incohérence juridique majeure : d'un côté l'on voudrait retirer la nationalité à ces enfants au motif que l'Office considère la Palestine comme un Etat, d'un autre côté la Belgique ne reconnaît justement pas cet Etat. Dans l'état actuel des choses, une telle mesure ne peut que rendre de facto ces enfants apatrides, ce qui est contraire à l'article 10 du code de la nationalité belge et à l'article 7 de la Convention sur les droits de l'enfant.

Pour le Délégué général aux droits de l'enfance Solayman Laqdim, "c'est une décision sans précédent, unilatérale, profondément discriminante et contraire aux droits et valeurs qui sont consacrés par la convention internationale des droits de l'enfant".

Inutile de rappeler l'actualité particulièrement violente qui frappe aujourd'hui le peuple palestinien. Etait-ce bien nécessaire d'ajouter à cette violence physique et morale la violence juridique et symbolique de cette mesure ; à l'angoisse des familles pour leurs proches à Gaza, l'inquiétude pour leur titre de séjour en Belgique ? Le drame humanitaire qui se joue là-bas n'est-il pas assez intolérable, qu'il faille en plus s'attaquer aux ressortissants palestiniens ici ?

Ainsi donc, chers collègues, dans la logique des résolutions prises précédemment par ce Conseil, je vous demande de vous positionner sur cette mesure et de nous assurer qu'elle ne sera pas appliquée dans notre commune.

Merci pour vos réponses,

Hind Addi, conseillère communale PTB-PVDA

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Addi,
Gemeenteraadslid PTB*PVDA, over de intrekking van de Belgische nationaliteit
van kinderen die in België geboren zijn uit Palestijnse ouders.**

De Raad neemt kennis.

20.12.2023/A/0044

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Bijmens, Conseiller
communal N-VA, concernant le système tiers-payant pour De Lijn.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Bijmens dont le texte suit :

Il y a quelques mois, le conseil communal était fier d'annoncer un accord détaillé de tiers payant pour l'éducation avec la SNCB et la STIB. Étant donné que les membres du personnel des écoles communal n'ont plus à payer leur abonnement à l'avance et à demander ensuite un remboursement, il s'agit d'une mesure qui peut contribuer à lutter contre la pénurie d'enseignants. J'ai alors demandé à l'échevin Van Damme si un accord de tiers payant pouvait également être conclu avec De Lijn afin de convaincre les gens de la périphérie de travailler à Molenbeek. Il a répondu que cela serait possible. Je demande aux échevins compétents actuels si des mesures ont été prises pour développer un tel accord ou si au moins une enquête a été menée pour savoir s'il était nécessaire de conclure un accord avec De Lijn. Quand les personnels des écoles communal peuvent ils espérer un tel accord ?

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Bijmens,
Gemeenteraadslid N-VA, betreffende de derdebetalersregeling voor De Lijn.**

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Bijmens, waarvan de tekst volgt :

Enkele maanden geleden kondigde het gemeente bestuur met trots een uitgewerkte derdebetalersregeling voor het onderwijs voor met de NMBS en MIVB. Doordat personeelsleden van de gemeentescholen hun abonnement niet meer moeten voorschieten en nadien eenterugbetaling dienen aan te vragen, is dit een maatregel die kan helpen in de aanpak van het lerarentekort. Ik heb toenmalig schepen Van Damme gevraagd of er ook een derdebetalersregeling kan uitgewerkt worden met De Lijn om zo mensen van uit de rand te overtuigen om in Molenbeek te werken. Hij antwoordde dat dit mogelijk zou zijn. Ik vraag aan de huidige bevoegde schepen en of er stappen gezet zijn om een dergelijke regeling uit te werken of als er op zijn minst onderzocht is of er een nood aan is om met De Lijn een overeenkomst aan te gaan. Op

welke termijn mogen de personeelsleden van de gemeentelijkescholen zo n overeenkomst verwachten?

De Raad neemt kennis.

20.12.2023/A/0045

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Bijns, Conseiller communal N-VA, concernant la situation des tours résidentielles à Beekant.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Bijns dont le texte suit :

Avec horreur, j'ai lu l'article suivant sur Bruzz :<https://www.bruzz.be/stedenbouw/bewoners> zijn verloedering woontorens aan beekant beu maandenlang geen verwarming 2023.

Les ascenseurs ne fonctionnent plus, il n'y a pas de chauffage, des problèmes d'humidité, ported'accès qui ne ferme plus,...

L'article cite le président du Logement Molenbeekois, Redouane Asaadi, camarade PS.

Apparemment, il ne peut pas résoudre les problèmes seul, c'est pourquoi je demande et j'appelle le conseil communal à intervenir pour que les plus d'une centaine de familles qui y séjournent encore n'aient pas à passer l'hiver dans de telles conditions.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Bijns, Gemeenteraadslid N-VA, betreffende over de situatie in de woontorens in Beekant.

DE RAAD,

Neemt kennis van de interpellatie ingediend door Mijnheer Bijns, waarvan de tekst volgt :

Met afschuw las ik op Bruzz het volgende artikel:<https://www.bruzz.be/stedenbouw/bewoners> zijn verloedering woontorens aan beekant beumaandenlang geen verwarming 2023.De liften werken niet meer, er is geen verwarming, vochtproblemen, toegangsdeur die niet meersluit, In het artikel wordt de voorzitter van Le Logement Molenbeekois, Redouane Asaadi, een PSkamaraad, geciteerd.Blijkbaar kan hij de problemen niet alleen aan, dus vraag en roep ik het gemeentebestuur op om in te grijpen zodat de meer dan honderd gezinnen die er nog verblijven niet de winter in dergelijkeomstandigheden moeten doorbrengen.

De Raad neemt kennis.

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block,
Conseiller communal PTB*PVDA, relative à la sécurité et à l'entretien des Tours
Machtens à Beekant.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit :

Les locataires de Machtens 1 et 3, les tours à Beekant ont manifesté la semaine passée. Ils en ont marre du laisser-aller de l'entretien. Et le pire c'est qu'ils viennent de recevoir tous une augmentation de 8% du loyer de base. A cela se rajoute parfois encore une augmentation des charges. Un scandale: plus payer, pour moins de qualité... Nous interpellons au Conseil d'administration là-dessus. Et aussi la Secrétaire d'Etat Ben Hammou qui - sous la pression de l'associatif et du PTB - a dû geler une partie des loyers privés. Mais qui ne fait RIEN pour geler les loyers sociaux.

Mais ce qui relève de votre responsabilité, c'est la sécurité publique et la santé publique. Et ce n'est malheureusement pas la première fois que dans ce conseil on doit intervenir concernant des problèmes de sécurité dans ces blocs.

Des ascenseurs cassés, obligent des locataires à mobilité réduite de rester chez eux pendant des mois. Mais que se feront-ils s'il y a un souci médical urgente, ou si des ambulanciers doivent intervenir? Vous y avez pensé déjà? Et je peux même pas m'imaginer s'il y a une incendie! **Qu'avez-vous fait pour garantir la santé et la sécurité de ces locataires?**

Des portes de secours condamnées, et cela depuis des années. En cas d'évacuation, ce sera la catastrophe. **Qu'avez-vous fait pour rouvrir les portes de secours?**

Des squatteurs dans des appartements vidés, suite à une porte d'entrée cassée. Des locataires ont peur, se plaignent. **Qu'avez-vous fait pour éviter que les appartements vides soient utilisés pour l'usage de drogue, comme le signalent plusieurs locataires?**

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block,
Gemeenteraadslid PTB*PVDA, met betrekking tot de veiligheid en het
onderhoud van de Machtenstoren in Beekant.

De Raad neemt kennis.

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Addi, Conseillère communale PTB*PVDA, relative au prix des voyages scolaires.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Madame Addi, dont le texte suit :

On a pu lire récemment dans la presse que 56.000 enfants n'ont pas eu la chance de participer aux voyages scolaires pour des raisons financières. Selon une enquête de La Ligue des familles, un élève de primaire sur 20 et 1 sur 10 en secondaire ne participent pas à des voyages scolaires pour des raisons financières.

Outre l'occasion manquée de participer à une sortie pédagogique et enrichissante, l'impact psychologique d'une telle situation sur les enfants et leur famille peuvent être néfastes.

Pour certaines familles les prix demandés obligent à faire des choix douloureux entre priver son enfant d'une sortie exceptionnelle ou devoir faire des économies dans les finances du ménage.

Est-ce que la commune a une vue sur le nombre d'enfants molenbeekoïses concernés ?

Existe-t-il un plafond pour le prix des voyages scolaires? Quels sont les prix appliqués dans les différentes écoles?

Quel est la politique communale pour soutenir les établissements scolaires pour garantir à tous les élèves la possibilité de participer au voyage scolaire sans frein financier?

Merci pour vos réponses

Hind Addi, conseillère communale PTB-PVDA

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Addi,
Gemeenteraadslid PTB*PVDA, over de kosten van schoolreisjes.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag.

20.12.2023/A/0048 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Eylenbosch,
Conseiller communal, relative aux bornes de chargement des véhicules
électriques.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Eylenbosch, dont le texte suit :

Bonjour,

Merci de mettre à l'agenda du conseil du 20 décembre 2023 l'interpellation ci-dessous.

Madame,

Des bornes de chargement pour véhicule électrique ont vu le jour dans plusieurs rues de la commune.

Et je suppose que l'infrastructure continuera de se développer dans les semaines et mois à venir.

4 questions:

- Comment les emplacements sont-ils choisis?

- Des privés peuvent-ils introduire la demande et si oui, quelles sont les conditions?

- Comment est géré le stationnement payant sur ces emplacements?

- Comment se gère la problématique des voitures ventouses, durée, charge réelle, etc...

Je vous remercie.

Michel Eylenbosch

Conseiller Communal

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door M. Eylenbosch,
Gemeenteraadslid, over oplaadpunten voor elektrische voertuigen.**

De Raad neemt kennis.

20.12.2023/A/0049 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge,
Conseiller communal PTB*PVDA, relative à la vente publique du terrain situé
rue Belle au Bois dormant.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge, dont le texte suit :

Vente publique terrain rue Belle au Bois dormant

A la rue Belle au Bois dormant il y a un terrain sauvage. Il appartient à un privé et une partie appartient à la commune. Récemment, les habitants ont aperçu un panneau annonçant une vente publique.

Quelle partie du terrain est en vente publique? La partie appartenant à la commune, ou la partie (ou une partie) appartenant au promoteur privé?

Y a-t-il des permis, des demandes de permis ou des plans pour modifier la destination de ce poumons vert et sauvage?

Un autre panneau annonce un permis de classe A délivré à Proximus annonçant l'installation d'antennes émettrices. De quoi s'agit-il exactement? En quoi cela va-t-il modifier le terrain?

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Vancauwenberge,
Gemeenteraadslid PTB*PVDA, betreffende de openbare verkoop van de grond
gelegen Schoonslaapsterstraat.**

De Raad neemt kennis.

20.12.2023/A/0050

**Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block,
Conseiller communal PTB*PVDA, relative à trois appels à projet pour exploiter
la cafétéria dans la salle Quai Charbonage AMAL AMJAHID.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit :

Pour une salle de sport, la cafette est un lieu important: pour l'ambiance, je dirais aussi pour garantir une présence et donc une sécurité, mais aussi pour faire entrer des recettes.

Cela fait maintenant trois fois qu'un appel a été lancé pour exploiter cette cafette. Une première fois en juin 2022. Une deuxième fois en décembre 2022. Une troisième fois en juin 2023.

Et force est de constater que cette cafette n'est toujours pas exploitée.

*La première question: Pouvez vous me préciser, **pour chacun des appels, combien de candidats** ont introduit un dossier, et **combien se sont présentés devant un jury?***

*Deuxième question: Pouvez vous expliquer les raisons **pourquoi AUCUN candidat se présentant au jury n'a pas été retenu?***

*Troisième question: l'appel exige un loyer de 1300 euro par mois. Mais la cafette n'a pas de cuisine, donc les recettes sortiront exclusivement des boissons et la toute petite restauration. **Est-ce qu'un candidat a déjà introduit un plan fiable qui peut générer 1300 par mois, y compris en été?***

*Quatrième question: Après trois appels, sans succès, **ne pensez-vous pas qu'il serait temps d'accepter que vos exigences financières et administratives posent problème?** Et sont incompatible avec le potentiel de cette cafette? On n'est pas en Flandre ou en*

Wallonie, où l'alcool fait rentrer de l'argent dans les caisses des cafettes.

*Cinquième question: depuis le début, un Molenbeekois actif et engagé, aussi dans le sport et avec une expérience dans le horeca, a déjà introduit un dossier. C'était le seul candidat à se présenter devant le jury en octobre 2022 déjà. Refusé avec l'argument vague des finances. Mais sans précisions, ni justification comme l'exige toute décision administrative. Après avoir réintroduit un dossier pour le troisième appel, date limite juin 2023, aucune réponse jusque la semaine passée. **Qu'est-ce qui justifie que cette procédure traîne autant?***

*Sixième question: **Pourquoi ne pas avancer avec le(s) candidat(s) qui se sont présentés devant un jury?** La salle a besoin d'une cafette qui vit. Nous avons déjà perdu 18 mois de recettes. Si on se serait contenté d'un loyer plus réaliste, et des critères qui correspondent à ce que cette salle a besoin vraiment, on aurait pu toucher 8000 euros. La salle aurait pu retrouver une présence rassurante, un contrôle sociale, une ambiance.*

Le point est retiré de l'ordre du jour et transformé en question écrite.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer De Block,
Gemeenteraadslid PTB*PVDA, in verband met drie oproepen tot het indienen
van projecten voor de exploitatie van de cafetaria in de Koolmijnenstraat AMAL
AMJAHID-zaal.**

Het punt wordt van de dagorde gehaald en omgevormd in schriftelijke vraag.

20.12.2023/A/0051 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Eylenbosch,
Conseiller communal, relative à une procédure de défense d'un dossier devant le
Conseil d'Etat.**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation déposée par Monsieur De Block, dont le texte suit :

Madame,

La presse s'est faite l'écho d'un flop dans une procédure de défense d'un dossier devant le Conseil d'Etat.

L'avocat désigné par le collège n'a pas rentré de conclusions et ne s'est pas présenté à l'audience.

Dès lors la décision prise est stricto sensu la position de la partie ayant lancé la procédure.

Ayant demandé à consulter le dossier, j'ai constaté qu'il n'y avait aucun courrier qui donnait instruction à l'avocat d'agir de la sorte.

Pouvez-vous nous expliquer la raison de l'attitude de l'avocat. Et aussi nous informer des suites que vous devez donner pour manquement dans ce dossier

En vous remerciant,

*Michel Eylenbosch
Conseiller Communal*

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door Mijnheer Eylenbosch,
Gemeenteraadslid, met betrekking tot een procedure voor het verdedigen van
een zaak voor de Raad van State.**

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 00:42
Opheffing van de zitting om 00:42

La Secrétaire f.f.,
De wnd. Secretaris,

Le Président du Conseil,
De Voorzitter van de Raad,

Nathalie Vandeput

Amet Gjanaj